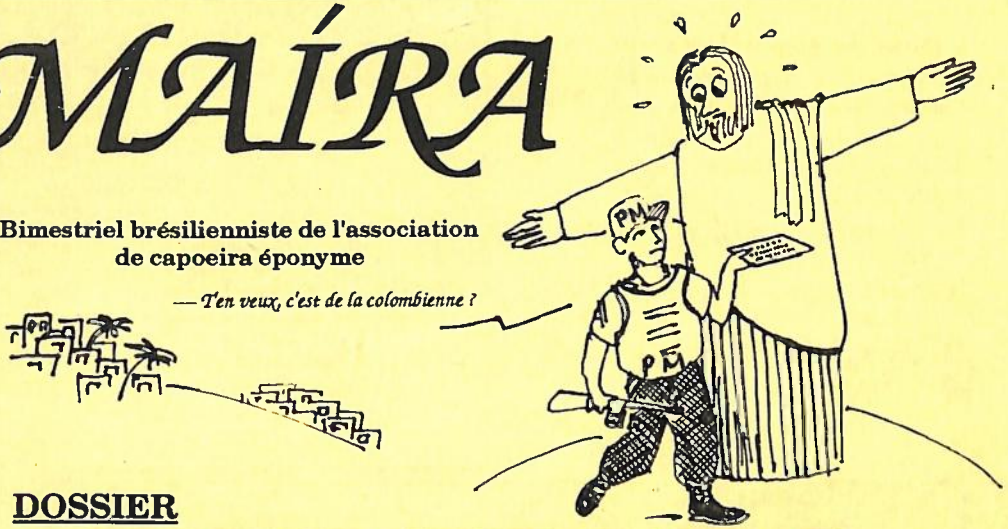
« La politique des Etats-Unis n'est pas conçue pour empêcher le trafic et la consommation de drogues, mais pour empêcher que le produit de ce trafic quitte les Etats-Unis. »
Humberto Campodonico Sanchez, chercheur et journaliste péruvien.

MAÍRA

Bimestriel brésilienniste de l'association de capoeira éponyme



DOSSIER

LE BRESIL ENFIN DANS LE CLUB DES NARCO-ETATS...

• Quelques lignes pour mettre sur les rails **6** • Carte de la cocaïne **8** • New deals : de nouvelles routes pour de nouveaux produits **9** • Racisme et drogue **10** • « Là tout n'est qu'ordre et beauté... » **12** • Chiffres **14** • Faux débat autour de la dépénalisation de la fumette **15** • Crack, boom, tue ! **16** • Etats et narcotrafiquants : à mafia, mafia et demie **17** • Polices, trafiquants, banquiers : quand la drogue contribue à une certaine paix sociale *(Luta final)* **22**

Pages centrales — drogues : quelques repères chronologiques.

« Rio, la folie carnaval » *(Choses ouïes)* **4** • Luciana, la braqueuse craquante, Serra Leste, ascenseurs racistes, « Brésil sous cloche », Sting et la presse brésilienne, *Ange noir,* la forêt se venge-t-elle ? (revue de presse) **19** • Nouveau décret : menaces sur les terres indiennes **31** • Les zoos, un mal nécessaire (rubrique animalière) **33** •

E tem muito mais...

8 F mars-avril 1996 — ISSN : 1151-0447 n° 40

Maíra
Bimestriel de l'association de capoeira éponyme

Comité de rédac : Marylou Bianca, Yvo Carail, Herbie Chnoy, Ema Cônia, Bruno Meyer, Léon Montenegro, Janine Vidal, Serge Voline, Elba Ziado.
Responsable business : Bruno Richer.
Maquéquette : Eugène Tomaselli.
Illustrations : Pierre Larribe, Alex Zéma, B.B.

ISSN : 1151–0447
☎ 46 65 19 83

Vous êtes chercheur, étudiant, passionné du Brésil... Enfin, bref, vous avez quelque chose d'intéressant à écrire sur ce pays. Les colonnes de *Maíra* vous sont depuis toujours ouvertes. Faites-en profiter les lecteurs du bimestriel de choc. A vos plumes !

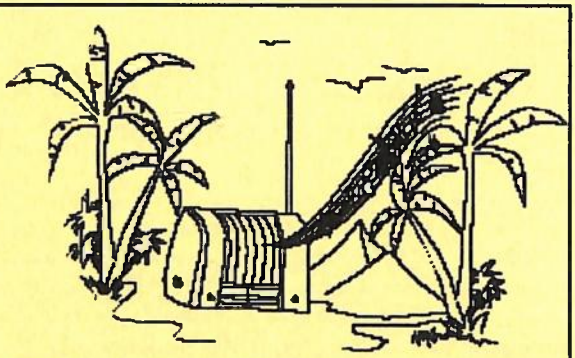
Dépôt légal : mars-avril 1996
Imprimé par nos soins au
15, rue de Suez 75018 Paris.

DECALAGE HORAIRE

La seule émission de musique brésilienne. Tous les dimanches entre midi et 14h, retrouvez Paul et Yvon, *as vozes do Brasil na França!!!*

FRÉQUENCE PARIS PLURIELLE

106,3 Mhz



MAÍRA est en vente à

- la Librairie lusophone 22, rue du Sommerard (en face de la Sorbonne), Paris 5e ☎ 46 33 59 39 ;
- Publico 145, rue Amelot Paris 11e;
- L'Harmattan 16, rue des Ecoles Paris 4e.

C'est le printemps, Faites de la CAPOEIRA, du lundi au jeudi au gymnase F.-Villon, av. Marc-Sangnier Paris 15e (M° Porte-de-Vanves). A 15 F le cours, pas de quoi contracter la dette extérieure du Brésil.

Até logo, camará !

En guise d'édito...

PREMIERE devinette: quel est le point commun entre la reine Victoria, Collor de Mello, Marc-Aurèle, les pilotes de la RAF de 1940, Henri Michaux, André Malraux, Louis XIV et Freud? Réponse: ils ont tous consommé des produits hallucinogènes, soit pour des raisons médicales, soit pour d'autres moins avouables.

Deuxième devinette: quel rapport y a-t-il entre les Corses de Saigon, les écoles de samba de Rio, George Bush, les courtiers de Jersey, le Parti communiste birman d'avant 1990, les banquiers suisses, le Sentier lumineux, les phallangistes chrétiens et Fidel Castro? Réponse, on l'aura deviné : ils ont un peu donné dans le trafic de drogue.

A l'heure de la «mondialisation», le moins que l'on puisse dire, c'est que l'argent sale issu de la drogue n'a pas d'odeur. Songez que le chiffre d'affaires des drogues (illicites) est estimé à 500 milliards de dollars. Ce qui, bon an mal an, représente 3,8 fois la dette extérieure du Brésil ou 40 le budget de la France, quatrième puissance économique mondiale.

Pourquoi les Etats, qui sont autant de supermafias, voudraient-ils se priver d'une telle manne financière? Le journaliste péruvien Humberto Campodonico Sanchez écrivait, il y a quelques années: *«Sur la période 1980-90, en considérant que 50% des 85 milliards de dollars des revenus de la drogue blanchis par le système bancaire sont placés à un taux d'intérêt moyen annuel de 9%, les profits accumulés atteindraient ainsi 820 milliards de dollars, soit deux fois la dette de l'Amérique latine en 1989 (416 milliards de dollars).»* Qui a intérêt à combattre la drogue? En tout cas certainement pas les pays dits du Nord. Sur 100 dollars de cocaïne vendus dans les rues de New York ou de Paris, entre 2 et 4 dollars vont au pauvre petit producteur indien ou métis de Bolivie ou du Pérou; entre 16 et 18 dollars atterrissent dans les poches du narcotrafiquant, colombien de préférence, qui a transformé les feuilles de coca (il faut entre 180 et 500 kg de feuilles pour produire, avec l'aide plusieurs précurseurs, 1 kg de cocaïne). Le reste, soit environ 80 dollars, est investi dans le système bancaire occidental... ou japonais. Et ce n'est pas parce que, en mars dernier, 300 banquiers ont participé à un congrès — à Panama en plus! — sur les techniques du blanchiment que celui-ci s'arrêtera. Nettes d'impôt, les drogues sont d'un formidable rapport investissement-profit. Et puis, que seraient nos banlieues sans les revenus de la drogue? Des foyers insurrectionnels? La drogue demeure une grande alliée de l'ANPE.

Depuis le 28 février 1996, le Brésil a été officiellement placé par les Nations unies sur la liste des pays producteurs et exportateurs de chlorhydrate de cocaïne. Quelle brillante promotion! *Ninguém segura esse país!* Mais que nos lecteurs français ne se laissent pas aller à une ironie par trop facile. Qu'ils n'oublient pas que les Français ont introduit le *lança-perfume* au Brésil, et que ce sont des officiers de l'Indo qui, en 1946, pour combattre le Viêt-minh, ont mis sur pied le Triangle d'or...

Signe des temps, Khun Sa, grand baron dudit Triangle, s'est dernièrement reconverti dans les drogues de synthèse, qui font merveille auprès de la jeunesse du monde entier. L'ecstasy détrônera-t-il la cocaïne? Ce serait dommage: pour une fois que le Brésil tenait un vrai grand produit d'exportation *duty free*... ■

HEUREUX LECTEURS de *Maíra* et des autres revues brésilianistes,

Ça n'est pas pour faire l'intéressant, mais je me suis cru obligé de regarder le grand reportage de Zone interdite «Rio la folie carnaval», diffusé sur M6, le 17 mars dernier. Réalisé par Tony Comiti, assisté de deux journalistes correspondants permanents, Anne Gasnier (Radio France, *Le Point*) et Jean-Jacques Sevilla *(Libération)*, ce sujet, d'une bonne heure et demie, se proposait de suivre les jours précédant le carnaval et durant celui-ci quatre Brésiliens et une demi-douzaine de Français. Par ordre d'apparition à l'écran, on découvre Pierre, businessman *free lance* âgé de 26 ans, disposant de prétendues entrées dans la jet-set carioca (mais qui défilera avec les prolos de l'école de samba de Mangueira). Puis apparaît Marie-Annick, quinquagénaire et épouse de l'homme d'affaires Jacques Mercier, que nous suivons emmenant Marie, sa fille de 11 ans, à l'école américaine (5000F la mensualité). Celle-ci se situe au cœur d'une favela. Alors, dans sa nouvelle petite voiture blanche, tel Io-Io, Marie-Annick se sent tellement plus proche du peuple, bien que morte de trouille à l'idée d'un enlèvement.

Brésil, terre de contrastes. D'une école, l'autre... Dona Ivone Bezerra de Mello reçoit les caméras de M6 parmi les enfants du bidonville de Coqueirinho dont elle s'occupe. Certains d'entre eux, adeptes de la colle, ont assisté au massacre de Candelária, où 7 gosses des rues furent assassinés. (Fière, une des gamines dira : *«Eu vi tudo.»*)

Après les enfants et la sainte, trois couples :

— Annie-Laure, exubérante fan du Brésil, qui (en)-traîne à Rio pour la première fois son compagnon, Philippe. (Ce dernier, tout au long du reportage, fera preuve d'une certaine résistance à la magie du pays du carnaval. Rio, ce sont les favelas, la violence, la misère, et c'est moins vert que les bords de la Marne.)

— Adrien, pharmacien à Montreuil, et Odile, son épouse, parfois un peu obligée de suivre son mari dans les fêtes brésiliennes qui enflamment Paris et sa banlieue, sont en passe de réaliser un rêve vieux d'au moins 20 ans: défiler avec une école de samba.

— La ravissante *passista* (danseuse d'élite) Márcia, âgée de 23 ans, préparent activement le carnaval avec Jerson, son petit copain, vice-président de la *bateria* (percus) de Mangueira.

Et *last but not least*, Leïla, sympathique percussionniste de Marseille, qui revient huit ans après avoir participé à son premier carnaval. Avec elle, le reportage bascule un peu. Le carnaval, c'est magique, OK, mais pas ouvert à tout le monde. A l'école de samba de Vila Isabel, Leïla a eu du mal à s'imposer. Pensez donc une femme, une *gringa*, une Blanche qui vient jouer de la *cuíca*. La veille du défilé, on lui vola son costume...

Un goût amer au bout de la télécommande, je me fis la réflexion suivante: *«Encore un reportage à usage franco-français, welcome les clichés.»*

Le Brésil, c'est et sera toujours la favela ou la jet-set caricaturale, comme celle qui déserte la Ville merveille et que rejoignent Marie-Annick et sa fille, en hélicoptère (*«C'est bien son petit hélicoptère, elle adore»*), à Angra dos Reis. En gros, au Brésil, il n'y a pas de gens *normaux*. Que des sous-prolos ou des milliardaires! On ne saura jamais de quoi vivent Márcia et Jerson — *sambista* n'est pas une profession. Pourtant on assiste sur l'argent... Si au *Sambódromo*, lieu clos, payant et officiel du défilé carnavalesque, une place dans une tribune coûte 600F, une chaise au bord de la piste, 2000F,

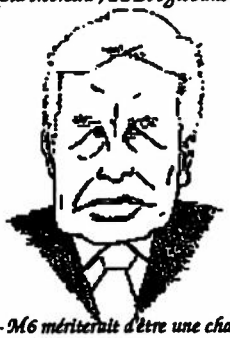
une loge comme celle du Rolling Stones Ron Wood, entre 50000F et 50000F, on ne saura jamais combien nos joyeux Français ont payé le droit d'intégrer une école de samba. On apprendra qu'un costume de carnaval vaut 350 dollars environ à l'école de samba Império Serrano, que Mangueira l'ouvrière dépense 1,3 million de dollars. (Mais où le trouve-t-elle? et comment fait-elle pour offrir à ses participants 65% des costumes qu'ils portent?) On saura toutefois que le 1,9 million de dollars de Salgueiro a un arrière-goût de cocaïne... Enfin, combien M6 a-t-elle payé les images *olá olá*, pour ne pas dire racoleuses, filmées dans le *Sambódromo* par la monopolistique Rede Globo? *Grande ilusão do carnaval...*

Plus gênante est cette quasi-apologie des policiers militaires du premier bataillon de choc de Rio. Ces barbares croient en leur mission et aucun journaliste de M6 n'y trouve rien à redire. Ils sont pourtant du même type d'assassins que ceux qu'on a vu, au début du film, débarqués à Mangueira, éveillant parmi les *favelados* blasés le commentaire suivant: *«Quand ils ont besoin d'argent, ils font une descente et nous rackettent.»* Oui, mais le commentateur ne nous dit pas qui est rançonné: les *favelados* ou les narcotrafiquants? Cela fait une différence. Et le «nous» prend alors une valeur différente...

On a aussi du mal à excuser les dérapages de Pierre, qui vante la liberté d'un vendeur de cacahuètes rencontré dans la rue. Celui-ci est heureux: il gagne de quoi nourrir sa famille. Pierre, il est comme lui. Il est libre. Il a choisi de ne pas vivre pépère et *assisté* comme en France, où les chômeurs touchent sans rien faire 4000F par mois. (Mais où a-t-il vu ça, Pierre? Dans les lignes de coke qu'il s'enfile à la clôture d'un contrat?) On est désolé, sans être surpris, que *Zone interdite* permette à Paulo César Mangano, directeur de l'école de samba de Salgueiro, de qualifier son école de représentative de la classe moyenne, donc du Brésil en général. Les autres classes sentent le gaz? On est tout aussi troublé quand Jerson, le vice-président des *percus* de Mangueira, présente sa favela comme sa famille. Dans le *morro*, tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil.

Bien sûr, le film se rattrape quand il laisse Anne-Laure raconter comment les autorités municipales ont érigé un mur pour que ceux qui n'ont pu s'offrir une place au *Sambódromo* ne voient pas les 200 derniers mètres du défilé des écoles de samba...

Cid Moreira, PPDA globalista



— M6 mériterait d'être une chaîne brésilienne.

«Rio, la folie carnaval» manque de chavirer. Philippe, le compagnon d'Anne-Laure justement, découvre, épouvanté, dans les journaux que les pluies tropicales ont causé la mort de 53 Cariocas. Mais rien n'arrêtera le carnaval. Au bal de Mangueira, ce grand désabusé lâche une réflexion assassine: *«Est-ce que j'ai le droit de dire que c'est ringard?»*

Sa compagne, Anne-Laure, défile au *Sambódromo*. Il est ébloui. Le film se termine. Une voix *off* commente: *«Philippe est aujourd'hui devenu un fou du Brésil.»* Magie, quand tu nous tiens...

En résumé, *Zone interdite* nous vend le carnaval comme une fête spontanée mais préparée toute l'année, une fête populaire mais que la majorité des Cariocas regarde devant le petit écran, une fête presque libertaire mais sponsorisée par l'argent du narcotrafic.

A bientôt prochain, il n'y a pas que le carnaval qui soit une grande illusion. ■

P.S. — Il faut que je règle la Redevance avant le 31 mai... *Isto não é ilusão...*

Dossier : le Brésil enfin dans le club des narco-Etats

Quelques lignes pour mettre sur les rails

TOUT commence dans les années 70 quand les Colombiens se lancent dans l'exportation massive de marijuana à destination des Etats-Unis, par ailleurs gros producteurs d'«herbe». Les *eighties* sont caractérisées par le boom de la cocaïne, qui inonde le marché nord-américain et donne lieu à des alliances curieuses (narcos et guérillas de «gauche», cartels et Castro, cartels et CIA, cartels contre cartels). Les Colombiens transforment et commercialisent la coca qui pousse au Pérou et en Bolivie. (Bientôt ils se lanceront dans l'opium...)

Au début de ces mêmes années 80, bien qu'on désigne, à Rio, la coke sous le nom de Brizola, nom du gouverneur opposant au régime militaire (Leonel, pas Io-Io...), le Brésil n'est pas encore montré du doigt par la communauté internationale. Bien sûr, on parle de laboratoires clandestins en Amazonie, le long des frontières colombiennes, péruviennes, et de plantations où pousse une coca de mauvaise qualité.

Progressivement, la «neige» envahit pourtant les *morros*, où les trafiquants surarmés affrontent la police militaire. Bientôt, certains quartiers déshérités de Rio ne sont pas sans évoquer Beyrouth ou Sarajevo. Les travailleurs des bidonvilles s'habituent (ou non) au racket de la police, aux règlements de comptes, aux gamins qui préviennent les dealers avec des cerfs-volants ou des pétards des descentes des forces dites de l'ordre. Les favelas enterrent, en pleurs, des caïds, la loterie clandestine blanchit l'argent sale, en prenant, si l'on en croit la Drug Enforcement Agency américaine, une commission de 17%.

La DEA proclame à cor et à cri que jusqu'en 1985 60% de la coke qui s'embarque ou s'envole vers les Etats-Unis ou l'Europe passe par le Brésil. Mais une bonne partie est également consommée sur place. L'Ecole paulista de médecine a mené une enquête portant sur neuf des grandes capitales d'Etat: en dix ans la consommation de cocaïne chez les étudiants en médecine, justement, a progressé de 25%. On n'en est plus à la *maconha* ou au *lança-per - fume*. La cocaïne fait des ravages, y compris dans les milieux politiques: les familles Collor, Brizola, Itamar Franco sont éclaboussées.

En 1985, la DEA fait pression sur l'Etat brésilien pour qu'il mette fin, à coups de taxes, au trafic des produits nécessaires à l'élaboration

Les mots pour se détruire

Accro : soumis à l'effet de dépendance.
Acide : LSD (ergotamine et acide lysergique)
Afghan : résine de cannabis d'Afghanistan.
Barbis : barbituriques.
Baseado : joint, pétard.
Bazuco : crack colombien.
Brown-sugar : héroïne n° 3.
Cocaleiro : planteur de coca.
Défonce : abus de drogue.
Farinha : «farine», cocaïne, se dit aussi *pó* en brésilien, neige, coco, coke... en français.
Fix : injection intraveineuse.
Hook : drogué.

de la coke (éther, acétone...). Bien des chefs d'entreprise font la grimace...

Qu'à cela ne tienne, le Brésil, c'est du moins ce qu'avance l'Onu dès 1994, se lance dans la production quasi industrielle de chlorhydrate de cocaïne. Cela signifie que, en plus de faire pousser la coca dans ses confins amazoniens, le pays dispose de laboratoires capables d'élaborer le produit final. Mato Grosso et Goiás accueillent de gros laboratoires, mais aussi des labos maison *(caseiros)* où le particulier bien équipé peut tout de même raffiner 3 kg de cocaïne par semaine.

Le Brésil n'est pas le seul dans le Cône Sud à apprécier la «neige». Selon la DEA, l'Uruguay (paradis fiscal) et l'Argentine — Meném a de bonnes narines, on s'en souvient... — sont responsables d'une chute de 10% de la masse de cocaïne transitant par le pays du carnaval. De son côté, le Chili devient aussi une plaque tournante du narcotrafic vers la zone Pacifique. La DEA fait semblant de ne plus savoir où donner de la tête... Elle tance, impuissante, la police brésilienne, qui, en 1991, n'a daigné poster aux frontières que 600 hommes. La DEA prétend qu'elle ne parvient à saisir qu'à 5% de la cocaïne en circulation. En 1990, la police procède pourtant à une saisie record de 2,6 tonnes. Ce qui signifie que, en gros, plus de 40 tonnes transitent par le Brésil.

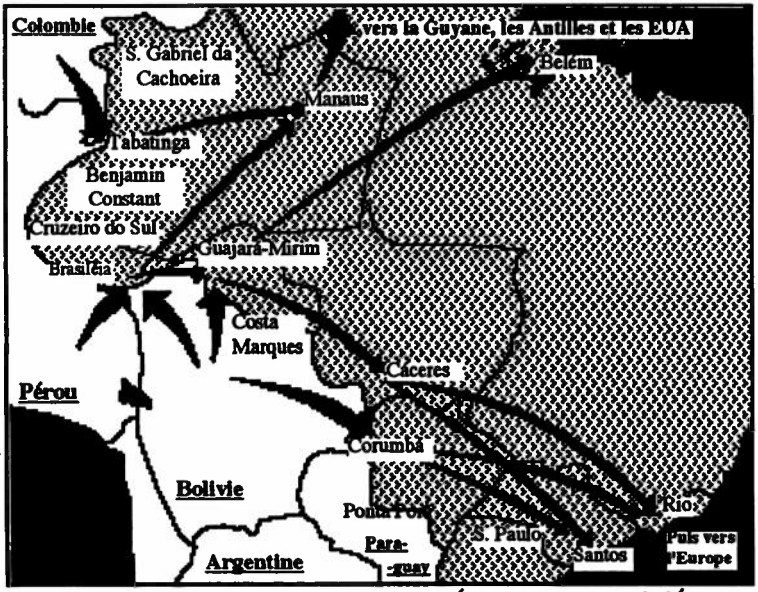
Tout anti-impérialisme primaire mis à part, la DEA a raison de ne pas faire confiance aux fins limiers *verde-amarelo*. Outre le fait qu'ils ont tendance à travestir les overdoses en crises cardiaques quand décèdent des VIP, les polices civile et militaire résistent difficilement aux sirènes des dollars, fussent-ils sales. Parmi mille exemples, citons le cas d'Umberto Ammaturo : en novembre 1990, un agent de la police fédérale laisse s'enfuir ce ponte de la Camorra impliqué dans trafic. Selon le trafiquant Gérson Palermo (pris en 1987 et évadé de sa prison de São Paulo moyennant quelques milliers de billets verts), non seulement la police fédérale n'entrave guère le trafic de drogue, mais encore elle le facilite.

«Posté» de l'autre côté de la frontière, en Bolivie, le journaliste Maurice Lemoine (lire le *Monde diplomatique* d'octobre 1995) rend compte de l'impuissance (feinte ou non) de l'armée bolivienne, pourtant encadrée par la DEA, à chasser efficacement les *cocaleros* dans le Chapare. *«Il y a peu, la* "pâte" *sortait par voie aérienne — jusqu'à 500 kilos par voyage. Ces derniers mois, le contrôle permanent du ciel par les hélicoptères Huey UH1H et les avions Pilatus PC-7 rend cette opération pratiquement impossible.* "Mais il y a mille manières de sortir la "pâte". Et beaucoup de gens

• Afin de mieux embrasser le dossier, nous conseillons au lecteur avisé de parcourir en premier lieu les pages centrales •

Junky : toxicomane «lourd».
Maconha : cannabis (se dit aussi en brésilien *diamba, liamba, chico, chá, birra, erva, pango, dirijo, riamba, fumo d'Angola, fumo de caboclo, umbaru, atchi* et *fumo brabo*).
Naphtaline : héroïne (se dit aussi poudre, blanche...).
Nóia : dépression que l'on ressent après avoir fumé du crack.
Papelote: dose de coke.
Rails : lignes de cocaïne.
Tuin : petit cri que pousse le fumeur de crack à la première bouffée.
Shit : haschich.
Speed : amphétamines.
Tango and Cash : mélange d'héroïne et de méthylfentanyl.
Trip : voyage «sous» LSD.

y participent, par les multiples sentiers, jusqu'à des points intermédiaires." *Vers le nord et le département du Beni, puis la Colombie. A l'est, direction le Brésil. Quant aux "précurseurs" nécessaires à la transformation, 2500 km de frontières avec ce même Brésil, des portes largement ouvertes sur l'Argentine, le Paraguay.»* Malgré tout, la zone frontalière Puerto Suarez-Corumbá demeure aussi infranchissable pour les narcos qu'un cordon de Casques bleus pour des miliciens serbes.



ROUTES DE LA COCAINE AU DÉBUT DES ANNÉES 90

La proximité de la coca bolivienne finit par pourrir la vie des Etats brésiliens frontaliers, et notamment du Rondônia, par ailleurs tristement célèbre pour ses conflits fonciers. Souvenons-nous qu'en 1990 Olavo Pires, candidat au poste de gouverneur, a été assassiné sous fond de «neige»... Depuis, on a assisté à d'autres exploits.

Le très controversé Sivam SIVAM (système de surveillance de l'Amazonie par radar) devrait permettre de surveiller, même au cœur de la *selva*, les déplacements des trafiquants de drogue, en avion, en bateau ou par la route. Oui, mais les surveiller pour quoi faire? pour arraisonner leur cargaison ou pour les racketter, comme il est d'usage à Rio?

Il y a quelques années, Fernando Gabeira, ex-guérillero urbain recyclé dans l'écologie, redoutait la rencontre des forces armées brésiliennes et des narcotrafiquants.

Qui peut dire si cette rencontre n'a pas déjà eu lieu?■

Magalhães Pinto, chef du département des stupéfiants du Mato Grosso do Sul, qualifiait en 1990 l'action de la DEA sur le continent de «*farce destinée à l'opinion publique américaine doublée d'une volonté d'infiltrer davantage les pays sud-américains*».

---

22 mars 1996 — Battant pavillon chypriote, l'*Astrakhan* en provenance du Brésil fait escale à Casablanca pour y débarquer 1 469 t de tabac. La cargaison de café contient, elle, 62 kg de cocaïne, qui devait être transportés à Gênes. Montant estimé de la saisie: 17 millions de francs français.

Géopolitique, drogues de synthèse et cocaïne

New deals

Si le Brésil a accédé au rang de narco-Etat, c'est parce que l'économie de la cocaïne a connu bien des bouleversements. Les rudes coups portés par le DEA aux cartels colombiens, les problèmes faits aux banquiers blanchisseurs d'argent sale, l'opération «Mani Pulite», ont désorganisé les réseaux de production et d'approvisionnement tissés au cours des années 80. Toutefois la «neige» n'a pas fini de tomber. Dans le *Monde diplomatique*, Christian de Brie écrit au sujet des producteurs sud-américains: *«Même si les cultivateurs subissent violence des trafiquants, répression des forces de l'ordre, racket des uns et des autres, et si les prix des produits de base baissent avec la surproduction, les revenus procurés restent dix fois supérieurs à ceux de cultures de rente, dont les cours sont manipulés sur des marchés ultra-spéculatifs.»* Les Etats-Unis ont atteint leur objectif: il n'y a plus de gros cartels mais, selon de Brie, des *«petits et moyens opérateurs disséminés, agissant au coup par coup, délocalisant et dispersant régulièrement leurs bases d'interven-tion, leurs circuits d'approvisionnement, de livraison et de blanchiment»*. D'où l'importance du Brésil...

Les chiffres sont parfois faussement rassurants. En dix ans, deux millions d'Etats-Uniens ont décroché de la cocaïne. Il ne reste plus *que* 7 millions de consommateurs réguliers de «neige». Oui, mais le problème, c'est que les accros à la coke et au crack consomment toujours plus, et que les camés en herbe, si l'on peut dire, optent désormais pour des psychotropes de synthèse: ecstasy (MDMA), captagon, mandrax, voire Rohypnol, que les *addicts* au crack et à l'héro connaissent malheureusement très bien.

Pour les narcotrafiquants, ces nouvelles drogues sont pain béni. Leur aspect les assimile à des médicaments, donc discrétion; de simples manipulations moléculaires permettent aux chimistes d'en faire des dopants, des hallucinogènes ou des dépresseurs... au choix! Et pas besoin de faire venir l'ecstasy de l'autre du bout du monde. Installés dans leurs labos «nomades», ces mêmes chimistes travaillent près des lieux de consommation. Directement du producteur au consommateur. (C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les mafias nigérianes, russes ou azéris, qui ne disposent ni de grosses infrastructures ni de capitaux importants, mais qui approvisionnent déjà le Moyen-Orient en drogues de synthèse — et en cocaïne — en échange d'héroïne destinée au marché européen.)

Dans la nouvelle géopolitique de la drogue, on assiste à l'émergence de l'Asie centrale ex-soviétique, qui actuellement redonne du sang neuf au Croissant d'or (Iran, Afghanistan, Pakistan). Les barons de ces deux derniers pays peuvent compter sur ces nouvelles Républiques qui ne connaissent ni lois répressives, ni contrôle aux frontières, et qui, outre des populations paupérisées, recèlent d'admirables chimistes formés dans les meilleures écoles soviétiques. Ce qui attire déjà les mafias italiennes et les rescapés des cartels colombiens.

Que ceux qui sont chagrinés par l'entrée du Brésil dans le club des narcos se consolent. Le pays du *lança-perfume* est en belle compagnie. Car autant sinon plus que la Colombie ou la Thaïlande, la Chine et les Etats-Unis ne sont-ils pas aussi des narco-Etats ? ■

Emma CONIA

Quand la cocaïne intègre et le cannabis marginalise...

Drogue et racisme

D'après une étude du Centre d'études et de recherches sur l'utilisation de drogues (CEPAD), *«un étudiant sur cinq a déjà pris des substances psychoactives»*. L'alcool arrive en tête (91,4 %), suivi des tranquillisants (17, 8 %), du cannabis (7,3 %) et de la cocaïne (3,3 %). Cette statistique, parue dans le très sensationnaliste *Manchete*, le *Paris-Match* brésilien, du 11 juillet 1992, mettait implicitement drogues licites et illicites sur un pied d'égalité. C'était nouveau. Car, au Brésil, la fumette a longtemps été diabolisée...

Par Leon MONTENEGRO

AUTREFOIS, on buvait du Coca Buton, on fumait des Grimault, à base de cannabis, pour lutter contre l'asthme et l'insomnie, on chantait dans les salons chics une chanson dans le vent: *Cocaína*. En 1924, dans ses *Mistérios do Rio*, Benjamim Costallat pouvait écrire tranquillement: *«La classe des cocaïnomanes est la seule classe absolument solidaire que je connaisse.»* La célèbre maquerelle Gaby inhalait à pleines narines son *fubá-mimoso*, comme on appelait alors la coco si chère à Sigmund Freud et à Fréhel.

Puis la répression est venue. Elle s'est abattue notamment sur le *Cannabis sativa*, stigmatisé pour être l'opium du pauvre.

Opium du pauvre. C'est du reste la formule choc du best-seller d'Eduardo Bizzaria Mamede, à l'origine de la création de la Commission nationale de contrôle des stupéfiants (CNFE) en 1936. Mais quel est le plus dangereux des deux pour cet éminent spécialiste: l'herbe ou le pauvre? Júlio César Adiala, auteur du *Problème de la maconha au Brésil: essai sur le racisme et la drogue*, répondrait: les deux, mon capitaine. Car, selon lui, *«l'origine de ce mal absolu est plus culturelle que pharmacochimique»*. Avec le décret-loi du 6 juillet 1921, on a criminalisé l'usage de drogues. (D'ailleurs, le Brésil n'a jamais fait le distinguo entre drogue dure et douce.) Pourtant, jusqu'en 1933, à Rio, on n'enfermait que les dealers de cannabis, pas les consommateurs. La police étant plus préoccupée par les ravages de la morphine et de la cocaïne — *os vícios elegantes* — dans la belle société. Et pourtant, le code pénal municipal de Rio fait mention du *pito do pango* (cannabis) dès 1830. Mais les ordonnances de cette année, ainsi que les mesures d'hygiène publiques de 1851 et 1882 sont restées lettres mortes.

En 1946, à Salvador, s'ouvre le première convention fédérale spécifiquement centrée sur le cannabis. Cinq ans plus tard, le CNFE (qui réunit des fonctionnaires dépendant des ministères de l'Armée de terre, de la Santé, de la Justice et de l'Intérieur) produit un épais volume, *Maconha. Coletânea de trabalhos brasileiros*, préfacé par Roberval Cordeiro de Farias. Ce dernier prône rien de moins que l'éradication du *maconhismo* par la répression. Cible de l'attention des forces de l'ordre, le *maconheiro* type: le Noir.

Mamede, dans son *Maconha: ópio do pobre*, s'en prend d'autant plus à cette herbe qu'elle pousse naturellement dans les forêts des Etats pauvres du Nordeste. Elle induit un comportement antisocial chez des individus déjà proches de l'état de nature, inhibant chez eux la censure personnelle imposée par la bienséance et la civilisation. Pour son confrère Décio Parreiras, le cannabis aboutit à la désagrégation de la pen-

sée. Le Noir, car il s'agit surtout de lui, a *« tendance à vivre primitivement, à détruire, à protester, à être agressif, et ne le fait pas parce que la société l'en empêche et a les moyens de le punir. Ce qui n'est pas le cas chez l'Indien»*.

La délinquance cannabique est née.

Cordeiro de Farias écrira: *« Dans le peuple brésilien du Nordeste, aux caractéristiques ethniques qui facilitent l'absorption des idéologies les plus incongrues, exacerbées par les ravages de la sécheresse, par la torture des endémies et de l'ignorance, est effrayant le tableau dantesque que les drogues peuvent dessiner chez l'individu et son espèce. »*

En fait, sous couvert de lutte contre la fumette, la police des villes du Sud se voit assigner une tout autre mission, celle de surveiller les immigrés nordestins et plus particulièrement les Noirs.

Le premier à avoir inventé la formule: *cannabis = Afrique* fut le professeur Rodrigues Dória. Il présenta son célèbre mémoire *Os Fumadores de maconha: efeitos e males do vício*, au 2e Congrès scientifique panaméricain de Washington en 1915! D'ailleurs le mot *maconha* ne serait-il pas une déformation du mot *makiah*, en usage en Afrique occidentale? Fumée dans de grandes pipes en calebasse refroidies par de l'eau, la *liamba* africaine a intégré le candomblé. Au Pernambouc, on la fume dans les *catimós* des sorciers, en Alagoas, lors des batuqes et des sambas.

Mais le Noir, contraint de mettre *« son robuste organisme au service de la civilisation blanche »*, se venge en abîmant sa belle machine à coups de joints. Pire encore, il fait partager son vice à la race supérieure! Et Rodrigues Dória de relancer la thèse eugéniste du contrôle de la qualité raciale du pays.

Vingt ans plus tard, le CNFE, sous la dictature Vargas — souvenons-nous qu'une des premières mesures prises par l'Estado Novo en 1937 fut l'interdiction des associations afro-brésiliennes —, enfonce le clou. João Mendonça, un de ses membres, réalise une

étude dans les pénitenciers de Bahia (où la proportion de Blacks est la plus élevée du pays): sur 100 *maconheiros*, 10 sont blancs, 44 noirs et 46 mulâtres. La preuve est donc faite. (Et tant pis si, à Bahia plus qu'ailleurs, les Noirs ont une légère propension à tomber plus facilement dans les rets de la police...)

On comprend mieux, vu les prétendus liens entre négritude et cannabis, l'opprobre qui couvre, au Brésil, encore aujourd'hui, la communauté des fumeurs de pet'. ■

Si vous voulez en savoir plus, lisez *O problema da maconha no Brasil: ensaio sobre racismo e drogas*, de Júlio César Adiala, Instituto Universitário do Rio de Janeiro, n° 52, oct. 1986.

Aux Etats-Unis, où les jeunes adultes noirs plus nombreux en prison que sur les bancs de la fac, la possession de 5 grammes de crack peut vous valoir cinq ans de prison. On l'aura deviné, les fumeurs de crack se recrutent plutôt parmi les «basanés». En revanche, il faut avoir sur soi rien de moins que 500 grammes de cocaïne pour risquer une telle peine. Cela s'explique par le fait que beaucoup de sniffeurs de coke sont cadres sup', journalistes, movie stars, sportifs professionnels...

«Là tout n'est qu'ordre et beauté...»

Premiers habitants du Brésil, les Amérindiens ne dédaignaient pas les libations autour des décoctions de curupá. Vers 1740, La Condamine pouvait écrire: *«Ces peuples en obtiennent une ébriété qui dure vingt-quatre heures, durant lesquelles ils passent par les plus curieuses visions.»* Depuis, on cherche moins la communication avec les dieux que les paradis artificiels...

Anne-Lucie NATION

SOUS le vocable de drogue, on regroupe pêle-mêle l'ensemble des substances hallucinogènes illégales. Pourtant, c'est l'usage plus que la substance elle-même qui définit la drogue. Peut-on comparer l'utilisation faite, autrefois, du cannabis dans le candomblé à la toxicomanie qui sévit chez les gamins des rues ou à l'alcoolisme qui détruit les Guarani de la réserve de Dourados, par exemple?

Il est aussi des drogues qui aident l'individu à intégrer la société. Les hommes d'affaires ou le personnel politique n'avalent pas des amphétamines ou ne sniffent pas de la coke pour fuir la réalité, mais pour augmenter leur capacité de travail.

La drogue moderne est née, selon Carlos Castaneda, de la profanation des rituels religieux orientaux et amérindiens. Elle n'est qu'une démystification de substances hallucinogènes qui, éventuellement, aidaient à atteindre un état méditatif propice à la communion avec l'univers. Le monde occidental, Brésil inclus, en a fait des drogues censées servir l'individu. Si Victor Segalen cherche dans l'opium une voie vers la connaissance de l'autre, si Hermann Hesse flirte avec l'Orient mystique sous fond d'opium aussi, beaucoup d'artistes connaissent des voyages plus intérieurs, plus narcissiques, voire plus hédonistes. Marginalisés par la nouvelle société capitaliste, qui a rompu avec le mécénat du temps jadis, poètes, écrivains, peintres, sculpteurs ou musiciens voient dans les paradis que l'on dit d'artifice un moyen d'échapper à la médiocrité bourgeoise. *«Avec Baudelaire*, écrit Anne Coppel, *nous sommes entrés dans l'ère des paradis artificiels où les hommes tentent de rivaliser avec Dieu, et se condamnent par là même au châtiment divin.»* Le poète maudit se fait, certes, paria, mais il est un intouchable initié, retiré dans sa tour d'ivoire. Une tour d'ivoire qui n'est pas uniquement édifiée autour des stupéfiants. L'alcool, qui, avec l'émergence de l'industrialisation, assomme une grande partie du prolétariat, fait aussi des ravages chez les artistes. Si Verlaine sombre dans l'absinthe, ses homologues brésiliens se déchirent à l'*aguardente* avec une opiniâtre persévérance.

«La drogue ne révèle à l'individu que ce qu'il est.»
Baudelaire.

Au Brésil, la révolution libérale et l'*Estado Novo* en finissent avec le cocaïnisme de salon et le cannabis, plus prolétaire. Après la Deuxième Guerre mondiale, une partie de la jeunesse et de l'intelligentsia occidental revendique aussi le droit de se droguer. Le Brésil accompagne les valeurs de contre-culture des pays centraux, avec le décalage que lui imposent une culture démocratique mal digérée, un paternalisme autoritaire et un catholicisme encore tout-puissant. Ainsi n'échappe-t-il pas au messianisme autour du LSD. Les docteurs Timothy Leary et Richard Alpert, qui partent en croisade pour libéraliser l'usage cet alcaloïde qui démultiplierait la capacité créatrice (*«Turn on!, tune in! drop out!»*), font un émule en la personne de Paulo Mendes Campo. En 1965, sous

contrôle médical, un crayon à la main, il décrit les effets du LSD-25 dans *O colunista do morro*, et ne se prive pas d'évoquer *The Book Of The Death*, vieille œuvre tibétaine adaptée par Leary et Ralph Metzner pour les lecteurs de la *Psychedelic Review*.

A Brasília, les militaires sont déjà au pouvoir. En décembre 1968, l'Acte institutionnel n°5 ferme le Congrès, limite les libertés individuelles. Emerge bientôt ce que Luciano Martins appelle la génération AI-5, constituée de ces jeunes qui se réfugient dans une sous-culture où cohabitent drogues, argot, mysticisme oriental et penchant pour une psychanalyse de bazar. Ce sont les fils d'*Odara*, du nom de la fameuse chanson de Caetano Veloso qui prêchait la liberté des corps, la liberté politique étant impossible. Bien des artistes choisissent également la fuite en avant, l'*escapadismo*. Fondateur du tropicalisme, le plasticien Hélio Oiticica se préoccupe moins de la révolution, chérie en son temps par son grand-père libertaire, que de la cocaïne précipitera sa fin. De leurs côtés, les tropicalistes musicaux tels Caetano et Gilberto Gil auront quelques ennuis avec la police pour avoir fumé du cannabis. Les rockers Rita Lee, l'immortel auteur et interprète de *Lança-Perfume*, et surtout Raul Seixas auront, eux, de graves problèmes de santé. Et la liste n'est pas close...

Mysticisme oriental, ésotérisme, macrobiotique viennent progressivement enrichir le catalogue *escapadista*. Retour à la nature oblige, bien des citadins découvrent le culte du Santo Daime,

Paulo Coelho a troqué les chemins de Katmandu pour ceux de Compostelle

pratiqué jusqu'alors dans l'Etat amazonien de l'Acre. Religion «œcuménique», le Santo Daime se fonde sur l'absorption d'un liquide tiré d'une liane, le cipó-jagube *(Banisterropsis caapi)*. Bien qu'assimilée à une drogue depuis 1986, cette substance hallucinogène est tolérée. La comédienne Lucélia Santos (on se souvient d'elle dans *Escrava Isaura*) ne cache pas qu'elle est — ou a été? — adepte du Santo Daime. Même Sting en a bu récemment. Alex Polari, gourou de cette secte, a grâce à cette liane la certitude *«d'avoir découvert la seule réponse qui compte* [...] *au mystère profond de la vie»*. La révélation qu'il eut du Santo Daime n'est pas sans évoquer les effets du LSD: *«Je fus transporté vers un royaume de cristal avec de merveilleux palais. Des courants d'énergie et de vibrations de guérison soufflaient au gré de la brise et du vent. C'était une région astrale très supérieure. J'ai continué à monter, emporté par les hymnes et je suis arrivé au sommet. Là j'ai commencé à recevoir un torrent d'instructions. J'ai reçu ma mission au Daime et la clarté de toutes les difficultés.»*

Aujourd'hui, la drogue n'a plus besoin d'apologue pour faire des ravages. Au Brésil comme dans tous les pays, le nombre des toxicomanes ne cesse d'augmenter. Il n'est qu'à lire, de Vinícius Vianna, le stupéfiant roman *Dedé Mamata* (trad. *La Dernière Ligne*, aux éditions Métailié) pour se rendre compte à quel point une partie de la jeunesse urbaine mène une vie aussi sombre qu'hallucinée. D'autres suivent des lignes parallèles, plus hygiéniquement correctes. Au Brésil comme ailleurs, le bon vieil opium

— Moi, c'est Sting qui m'a halluciné...

du peuple revient à grandes bouffées. Le succès de *L'Alchimiste*, 1 million d'exemplaires en France, 7 millions à travers le monde, est particulièrement révélateur. Paulo Coelho, dont la quête de la légende intérieure ressemble de plus en plus à celle des droits d'auteur, est passé par toutes les drogues. On n'écrit pas impunément des chansons pour Raul Seixas... Mais Coelho a eu, lui, la chance de s'en tirer, et a troqué les chemins de Katmandu pour ceux de Compostelle.

☎

Qui pourrait aujourd'hui décrire, avec la «fraîcheur», même désespérée, d'un Manuel Bandeira, une nouvelle *Pasárgada*? Qui pourrait encore peindre une cité idéale — où l'on connaîtrait la contraception, les téléphones automatiques, où l'on ferait la cour à des belles prostituées — où il y aurait des alcaloïdes à volonté ? ■

Em Pasárgada tem tudo
É outra civilização
Tem um processo seguro
De impedir a concepção
Tem telefone automático
Tem alcalóide à vontade
Tem prostitutas bonitas
Para gente namorar

Manuel Bandeira

Quelques chiffres

Le lecteur attentif l'aura constaté. Il n'est pas aisé de donner des chiffres concernant la toxicomanie au Brésil. En revanche, la France, officielle championne du monde de consommation de tranquillisants par habitant, en regorge. En voici quelques-uns.

• 3,3 millions de Français ont des problèmes avec l'alcool, qui est responsable de 30 000 décès par an.

• 34 % des Français fument (40,3% d'hommes, 27,3% de femmes). Ils grillent par an 13 milliards de cigarettes, dont 70 % sont des blondes. Le tabac cause entre 40 000 et 65 000 morts selon les années. Un tiers des victimes a entre 35 et 65 ans.

• 550 personnes sont décédées à la suite d'une overdose d'héroïne en 1995. 30% des héroïnomanes sont séropositifs, 70% d'entre eux ont été infectés par le virus des hépatites B et C. (Il n'existe aucun vaccin contre cette dernière.)

• 5 millions de Français consomment plus ou moins régulièrement du cannabis. Aucune étude sérieuse sur les risques du chanvre n'a été réalisée.

• La drogue est responsable directement ou indirectement de 60% des délits commis dans la région parisienne.

• 70% des personnes appréhendées dans le cadre de la lutte contre la toxicomanie ne sont que des consommateurs.

• Le fumeur de cannabis est passible de 1 an de prison.

• 1,5% du cannabis consommé en France vient des Pays-Bas. 60% provient du Maroc.

• Pour le deuxième *Baromètre santé*, publié par le Comité français d'éducation pour la santé, on a interrogé un échantillon représentatif de 2 000 adultes (18-75 ans), complété par une étude réalisée auprès de 494 médecins généralistes et menée en décembre 1993. 83,2% des interviouvés perçoivent les toxicomanes d'abord comme des malades et non comme des criminels. La toxicomanie constitue le deuxième thème prioritaire de santé pour le grand public. Elle n'arrive qu'en cinquième position quand on interroge les médecins généralistes.

« T'as une meilleure idée ? »

Peut-on évoquer la drogue au Brésil sans parler des projets plus ou moins alternatifs (candomblé contre cocaïne, capoeira pour les enfants accros à la colle...) pour combattre la toxicomanie? Peut-on évoquer la drogue sans ouvrir le débat sur la dépénalisation ou non des drogues dites douces, débat qui a lieu en ce moment chez ces messieurs les députés brésiliens ? Dans les deux cas, la réponse est: oui. Il est vain de combattre la drogue chez les gamins des rues quand on ne s'attaque pas aux racines du mal, à savoir au système économique qui les exclut, eux parmi tant d'autres. A quoi sert d'ouvrir le débat, démagogique et sordide, de la dépénalisation des drogues douces quand on sait que tous les usagers ne naissent pas égaux devant le produit?

Par Octave HERGER-BELH

ACHTUNG! *Matra* ne joue pas les pépères la morale. Né de l'association de capoeira éponyme, notre bimestriel n'est pas sans savoir que la *maconha* et la *cachaça* ont toujours participé, au Brésil du moins, à la troisième mi-temps après la *roda* — même si cette tradition, devant l'hygiénisme ambiant, tend à reculer. Mais on ne devient pas un bon *capoeirista* parce qu'on fume du cannabis. Nous sommes par ailleurs conscients que, dans le sport surtout professionnel, ce n'est pas l'herbe qui menace la santé des athlètes mais les produits dopants, de moins en moins détectables, élaborés par les chimistes et les médecins.

Alors pour ou contre la dépénalisation? Si le prohibitionnisme revient à assimiler le fumeur d'herbe à un délinquant, alors, bien sûr, on ne peut qu'approuver la libéralisation. (En France, le tabac fait 65000 morts par an, l'alcool, 30000... personne n'est jamais décédé directement du cannabis, qui n'induit aucune accoutumance physique.) Mais être en faveur de la dépénalisation implique que l'on milite pour la fumette. Pour Philippe Val (cf. *Charlie Hebdo* du 7 décembre 1994), ce débat est *« au gauchisme ce que l'antifiscalisme est au lepénisme. [...] Les gens qui luttent pour la dépénalisation de la marijuana sont des gens, pour la plupart, socialement et culturellement bien armés. Entre l'absinthe qui envoya si souvent Verlaine à l'hôpital, mais qui ne l'empêcha pas complètement d'être Verlaine, et l'absinthe qui faisait crever l'ouvrier à trente ans de delirium tremens, il y a une différence. Tant qu'il y aura des gens dont la situation sociale est une incitation à l'oubli du quotidien, je refuserai de rentrer dans le débat sur la dépénalisation. Il y a là-dedans une démagogie de gauche qui me fait vomir. »* (Est-ce un hasard si, à Rio, ce sont des petits bourges décadents comme la fille de Brizola qui se font les avocats de la dépénalisation?)

Au Brésil, les smicards et leurs enfants ne se défoncent pas à l'*aguardente* ou à la colle comme d'autres se bourrent les narines de poudre ou se roulent des *tarpés* au sortir de la fac de droit. Si la toxicomanie, comme l'alcoolisme, naît d'une rencontre entre une misère avant tout personnelle, même si souvent consécutive d'une misère sociale, et un produit, tous ne sont pas à armes égales pour la combattre. Dans son livre *La Guerre des enfants, les mineurs assassinés* (coll. «Les enfants du fleuve», Fayard, Paris, 1991), Gilberto Dimenstein évoque le travail réalisé auprès des enfants des rues par des psy-

chologues de l'université fédérale de Rio de Janeiro. «[Ceux-ci] *se sont tout de suite aperçus de la difficulté de les convaincre d'abandonner ce vice. Il est possible de faire miroiter à un garçon de classe moyenne de nouvelles perspectives s'il abandonne la drogue. On le stimule alors en lui offrant une vie meilleure et un nouvel avenir. Il n'en est pas de même pour celui qui pense — avec raison — que son destin se résume à une balle de revolver tirée par un policier, à la torture dans un commissariat ou au sous-emploi.*

Quand un psychologue de l'université a demandé à l'un des enfants pourquoi il renifflait de la colle tous les jours, il a répondu par cette simple phrase: "Vous avez une meilleure idée?"»

Il paraît que la vérité sort souvent de la bouche des enfants... ■

Beyrouth — La police a procédé, depuis janvier 1996, à 2 saisies importantes (environ 50 kg) de cocaïne en provenance du Brésil. De qualité supérieure, la «neige» était destinée à être traitée dans les laboratoires libanais avant d'être écoulée sur le marché local, en Europe ou aux Etats-Unis.

Crack, boom, tue !

Fait à partir de pâte base de coke, le crack se fume. Il doit d'ailleurs son nom au bruit que produit la pipe quand elle enflamme le caillou. C'est alors l'hallucination, à laquelle succède la *nóia, (paranóia, em português)*. Cette dépression est provoquée par le manque de dopamine dans les circuits chimiques du cerveau. La cocaïne, souvent mélangée à de la poudre de marbre ou du talc, libère aussi cette même dopamine, mais la quantité de produit toxique qui atteint les centres nerveux cérébraux reste limitée. Le crack est, lui, assimilé par les éponges pulmonaires, 200 fois plus absorbantes que la muqueuse nasale. Pour Avital Ronnel, auteur de *Crack Wars*, le crack, à la différence d'autres drogues, ne produit pas un réel plaisir. Quand on le fume, on ne ressent qu'une envie: en fumer davantage. L'accoutumance est une affaire de quelques pipes seulement. La conso de crack entraîne une perte de poids, de la motricité, des hallucinations macabres...

Arrivé à São Paulo en 1988, le crack est devenu un véritable phénomène dès 1994. Le profil type du *craqueiro* est le prolo de moins de 30 ans qui vit dans des quartiers dégradés, style Cohab [HLM local], comme on en trouve à São Mateus ou Cidade Tiradentes. Il y a deux ans, on estimait la population de *craqueiros paulistas* à 10 000. Et bien des flics en viennent à avoir la *saudade* de ces gamins qui ne sniffaient que de la coke... Le *craqueiro* n'est pas un simple dealer. Il vole, tue pour remplir sa pipe.

A Rio, le crack est *droga non grata*, tout au moins dans les *morros* contrôlés par les narcos. Dans le *Veja* du 4 mai 1994, un gros bonnet carioca expliquait qu'un *craqueiro* était forcément quelqu'un d'irresponsable. Pas question de lui confier une mission. C'est une loque qui vendrait sa mère pour une pierre. Ce même trafiquant carioca expliquait comment il a éconduit un dealer *paulista* qui, avant le carnaval, avait débarqué avec 100 kg de cocaïne et 4 kg de pâte. Dans le *morro*, personne ne doit fumer du crack. Toutefois, si dans les quartiers chics, des fêlés transforment de la *bonne* coke en cailloux, c'est leur problème... ■

A mafia, mafia et demie

Une des pierres d'achoppement dans les relations Brasília-Washington demeure la lutte contre le narcotrafic. En effet, le Brésil accepte les dollars des Etats-Unis pour faire semblant de le combattre, mais refuse la présence de troupes *yankee* sur son sol. Et en tant qu'Etat, le Brésil a tout à fait raison, le combat antidrogue servant souvent de prétexte à des ingérences impérialistes.

Ayant un mode de fonctionnement proche de celui des mafias «normales», les Etats, grâce à la question de la drogue, non seulement justifient une politique extérieure agressive mais encore tirent des bénéfices économiques substantiels.

Par Elba ZIADO

IL faudrait être bien naïf pour croire que les Etats et leur police luttent sans complaisance contre le trafic de stupéfiants. De scandale de l'Irangate en parodie de procès de Palerme — les deux tiers des 474 accusés furent remis en liberté —, en passant par l'opération menée dans le Chapare (Bolivie) en 1986 par le DEA, qui se solda par aucune arrestation, ou la destruction, au Pérou, de 5 130 ha de coca... sur les 115 630 cultivés, le candide attentif croit parfois halluciner. En France, la police est plus efficace quand il s'agit de livrer des juifs à la Gestapo que dans sa lutte contre les narcos. Si 60% des délits et des crimes commis dans la région parisienne sont liés directement ou indirectement à la drogue, 70% des personnes appréhendées ne sont que de simples toxicos, des «usagers», pas des gros bonnets ni des banquiers en costume de flanelle. De plus, les drogues dures (héroïnes, crack, cocaïne...) ne représentent que 3% du tonnage de stupéfiants saisis. Hypocrisie, manipulations, désinformation semblent donc caractériser les relations entre les Etat et le trafic de drogue: au Japon les yakuzas, qui contrôlent le marché des amphétamines, ont toujours entretenu des liens étroits avec le pouvoir; la mafia sicilienne, qui, malgré les procès, réalise un chiffre d'affaires estimé à 150 milliards de francs, a encore ses entrées dans les ministères et au Vatican; Washington a beaucoup travaillé avec le Triangle d'or, la pègre cubaine, les yakuzas, qu'elle utilisa pour casser du «rouge» dès 1948.

Au siècle dernier, les Etats jouaient franc jeu. Souvenons-nous que la Grande-Bretagne fut le *dealer number one*. Elle mena contre la Chine deux guerres de l'opium. C'est-à-dire que, après la conquête de l'Inde, où elle installa des manufactures d'opium d'Etat, l'Angleterre s'impliqua dans le commerce de cette drogue et s'appliqua à intoxiquer l'empire du Milieu, qu'elle pénétra par Hong Kong — cette ville est demeurée la capitale de la mafia. A la même époque, au Maroc et en Tunisie, la France possède ses régies du kif, et en Indochine, celle de l'opium.

Depuis, les mœurs se sont sophistiquées... Au Brésil, on a vu le cocaïnomane Collor de Mello s'engager à combattre la drogue; le Kenya, qui accueille, venus d'Inde, des laboratoires où l'on élabore le méthaqualone, condamne à 10 ans de prison le petit fumeur de cannabis; la Chine, débouché naturel du Triangle d'or, exécute par dizaines des petits trafiquants; la France de Chirac stigmatise les Pays-Bas, *«véritable narco-Etat au sein de l'Union européenne»*, mais recevra en

mai prochain notre ami le roi Hassan II du Maroc. Oui, car le commandeur des croyants est fréquentable. Ne vient-il pas de faire arrêter des trafiquants un peu trop turbulents? (Cela n'empêchera pas son pays de continuer à être le premier exportateur de haschisch vers l'Europe. Le kif fait vivre tant bien que mal un million de Marocains et aide Sa Majesté à payer les intérêts de la dette extérieure du royaume.) 1,5% du cannabis consommé en France vient des Pays-Bas, 40%, du Maroc...

Bien des Etats ne pourraient vivre sans la production de drogue, son trafic ou le racket des producteurs et passeurs. Même si elle est montrée du doigt par l'Onu et Washington, la Colombie ne peut se permettre d'extrader les poules aux œufs d'or que sont les narcotrafiquants. (On se souvient qu'Escobar avait proposé d'acquitter la dette extérieure du pays.) Si l'on en croit l'admirable film *A qui profite la cocaïne?* de Mylène Sauloy et Gilles de Maistre, les narcodollars sont essentiels à la survie d'un pays comme Cuba, qui facilite le transit de la cocaïne vers les Etats-Unis *(voir pages centrales)*. Il est aussi des proto-Etats et des guérillas qui ne peuvent se passer de la drogue. En Colombie, bien des observateurs avisés comme Hubert Prolongeau *(lire le* Monde diplomatique *d'avril 1996)* en viennent à se demander si des guérillas comme l'ELN (Ejército de liberación nacional, pro-castriste) et le FARC (Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia, proche du PC), qui entretiennent 10000 combattants, ne sont pas tout simplement devenues des crypto-cartels. Selon Hubert Prolongeau, ces narcoguérillas prélèvent *« 11 dollars par mois pour chaque hectare de coca surveillé; 11 000 par semaine pour chaque laboratoire, 5 pour chaque kilo de cocaïne fabriqué, 20 pour chaque kilo embarqué, 15 000 pour chaque vol décollant d'une piste clandestine »*. On trouve des situations comparables dans le Triangle d'or.

Il arrive aussi que la ligne séparant l'agent de l'Etat du mafieux s'estompe... La *French Connection* regroupait des gangsters corses, des barbouzes, des agents du SDECE. Près de 20 ans après la défaite militaire de Diên Biên Phu, elle continuait à expédier 80% de l'héro consommée aux Etats-Unis à des familles mafieuses comme celles de Jo Bonnano, de Carlo Gambino, etc.

Au cœur du système capitaliste se trouvent les banques, par ailleurs de plus en plus dépendantes de l'Etat — ce sont les contribuables français qui épongent les pertes du Crédit Lyonnais et leurs homologues brésiliens, celles du Banco Econômico. Il est curieux qu'observer que dans les zones où pousse la coca fleurissent des succursales de banques britanniques, américaines, suisses, françaises, etc. Au début des années 90, une dizaine d'établissements financiers en Suisse et une vingtaine à Miami ont été éclaboussés. D'autres *blanchisseries* furent également citées: la Louis-Dreyfus, l'Algemene Bank Nederlande, la Merrill Lynch, la Chase Manhattan, l'American Express, etc., mais pas plus inquiétées que cela...

Que dire alors des narcodollars qui transitent par les divers paradis fiscaux, et qui ne sont rarement réinvestis au Rwanda ou dans le Nordeste... Ces *mégablanchisseries* s'épanouissent sur trois continents: dans la zone Asie-Pacifique (Hong Kong, Macao, Taiwan, Singapour, Vanuatu, Nauru, Tonga), dans les Amériques (Bermudes, Bahamas, Cayman, Jamaïque, Panama, Belize, Antilles néerlandaises, Turks et Caicos, Antilla, Saint-Barthélemy, Antigua, Barbade), et dans notre vieille Europe (îles de Man, Jersey et Guernesey, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Andorre, Gibraltar). La liste ne serait

pas complète si l'on n'évoquait pas le Vatican. Une de ses banques, l'Institut des œuvres de religion (IOR), possédait des intérêts immobiliers, financiers, industriels dans le Panama de Noriega. Si l'on en croit Christian de Brie *(lire le* Monde diplomatique *d'avril 1990)*, le Vatican contrôlait même une entreprise fabriquant des préservatifs! *Deus nos livre!*

Alors, bien sûr, il faut sévir parfois. Mais avec discernement. Pour couvrir un scandale financier et effacer un passé chargé avec la CIA, le gouvernement américain s'est acharné contre la dérangeante BCCI, qui s'était enrichie à la faveur de la guerre d'Afghanistan, et grâce au général Zia du Pakistan et à l'Iran-Contra. Et puis, il arrive que l'Etat-racketteur prenne le dessus...

En 1994, à Vancouver, Marc Emery, ancien libraire alternatif, se lance dans la commercialisation de graines de cannabis et crée la Hemp (chanvre, en anglais) BC. La police ne bouge pas, *«cette infraction flagrante»* ne faisant pas partie de ses priorités. *«Fin 1995,* précise Quentin Hardy du *Sunday Times* de Londres, *la Hemp BC a vendu une quantité de graines suffisante pour cultiver la marijuana nécessaire à la fabrication de 1 million de joints. Il envisage d'augmenter sa production pour atteindre les 5 millions en 1996.»* Emery est serein, peut-être un brin cynique... *«On utilise une technique révolutionnaire: le capitalisme. Nous payons des impôts et travaillons dur, les gens finiront par se dire que nous exerçons une activité honorable dans une société libre.»* Emery paie 1,9 million de FF en impôts divers par an. Ironie de l'histoire, une partie de cet argent est employé à lutter contre les trafiquants d'héroïne chinois...

Les Etats ont parfois des circonstances atténuantes. Ils luttent contre le mal, caractérisés par d'autres Etats. Le Triangle d'or a permis aux Français puis aux Américains de mener leur guerre respective contre l'invasion «communiste» en Indochine. La CIA a employé des mafieux anticastristes pour financer ses opérations spéciales au Viêtnam du Nord, au Cambodge, etc. Qu'auraient été les conflits du Liban, d'Afghanistan et, vraisemblablement, de l'ex-Yougoslavie sans le narcotrafic?

Qui dit politique dit revirements. Washington a lâché Khun Sa, le roi de l'opium, à la fin de la guerre froide, a abandonné Calí une fois détruit le cartel de Medellín, a démantelé les cultures de la plaine de la Bekaa une fois terminée la guerre du Liban.

— Don Corleone a toujours été un bon catholique...

La plupart des Etats pratiquent donc une narcodiplomatie à géométrie variable. Le Pakistan de B. Butto, narco-Etat s'il en est, mais client et allié de Paris et de Washington, jouit d'une estime dont l'Iran, qui semble effectivement lutter contre le trafic, est loin de bénéficier. Clinton ménage Mexico, ALENA (NAFTA) oblige. En revanche, il punit la Colombie.

Le Département d'Etat, en panne de guerre froide, a trouvé dans le narcotrafic un prétexte pour réaffirmer sa puissance militaire dans son pré carré. (Les manœuvres antidrogue en Amérique latine ont coïncidé avec l'avènement de Gorbatchev.) Dans ce contexte, on comprend mieux les réticences de Brasília. Mais attention au Sivam (système de surveillance de l'Amazonie), dont la technologie est *made in USA...* ■

La presse brésilienne a suivi attentivement l'affaire Noriega. Un ami bahianais nous a fait parvenir un article extrait du, très léger, *Ele e Ela* d'août 1989. Achiles Lhom nous en résume le contenu et conclut sur la situation actuelle du narcotrafic au Panama...

Quand Noriega travaillait à la fois pour la CIA, Fidel Castro, Medellín et le DEA

Surnommé *El Gordo* et *Thunder Thighs* à cause de ses 150 kg, le Louisianais Adler Beriman Seal sert dans l'*US Air Force* avant que de devenir le plus jeune pilote de 747 des Etats-Unis. En 1972, des anticastristes font appel à ses talents pour convoyer par les airs des explosifs jusqu'au Mexique. Remarqué par la CIA, qui ne tarde pas à le financer, Seal monte une agence de conseil en aviation pour l'Amérique latine. En 1976, *Thunder Thighs* rencontre William R. Reeves, un dealer de cannabis qui le met en contact avec de sympathiques personnages comme Pablo Escobar, Jorge Ochoa et Carlos Lehder. Ceux-ci recherchent des pilotes pour exporter leur cocaïne. Lehder s'est fait un allié d'un colonel panaméen ambitieux, Manuel Noriega. Lequel met à la disposition du futur cartel de Medellín une chaîne de pistes d'atterrissage moyennant un pourcentage sur la marchandise en transit (1% seulement). Seal intervient dans l'affaire car il connaît une voie aérienne qui permet aux narco-avions de pénétrer les Etats-Unis par le golfe du Mexique. Il sait tromper les radars en se fondant dans la masse des hélicoptères qui décollent des plates-formes pétrolières. Dès 1981, le trafic Colombie-Panama-Floride est bien en place. En deux ans, Seal amasse 19 millions de dollars.

A Washington, William Casey, le patron de la CIA, redoute la présence soviétique au Nicaragua. Il imagine l'opération «Black Eagle». Avec l'aide de l'ancien chef du Mossad en Amérique centrale, Micha Harare, il propose d'envoyer aux antisandinistes des fusils-mitrailleurs Uzi, de fabrication israélienne, mais aussi des armes soviétiques prises sur les troupes de l'OLP. Harare a déjà travaillé avec Noriega, grand ami d'Israël. En fait, «Tête d'ananas» est ami de beaucoup de monde. Il perçoit 200 000 dollars par an de la CIA, autant sinon plus de Medellín et, par-dessus le marché, informe les services secrets cubains. Noriega bénéficie de hautes protections. George Bush a approuvé son recrutement à la CIA en 1976, alors qu'il était déjà soupçonné de trafic de drogue.

Pour mener à bien l'opération «Black Eagle», on fait donc appel aux pilotes confirmés employés par *El Gordo*. Celui-ci a d'ailleurs à ce moment-là quelques problèmes avec la police de Miami et le DEA local, qui ne savent pas que ce trafiquant, qui a pignon sur rue, travaille et pour la CIA et pour le DEA à l'étranger! Casey fait derechef appel à lui pour l'opération «Supermarket». Et là vraiment, on côtoie le sublime: les Etats-Unis se procurent avec l'argent sale de Noriega — sur les 20 millions de dollars que le dictateur panaméen fournit, 8 viennent directement de Medellín — des armes polonaises et tchèques, que les narcotrafiquants livreront aux Contras installés en Honduras. (Au voyage de retour, les pilotes embarquent quelques flocons de «neige»...)

Et boum, début 1983, Seal se fait pincer, en Floride, avec la bagatelle de deux tonnes de cocaïne. En février de l'année suivante, il est condamné à 59 ans de prison. Mais tel Bernard Tapie, il rebondit. Il balance

des narcos installés à Turks et Caicos et des mafieux de Las Vegas. Il promet même Medellín. Mais ce qui lui vaut la conditionnelle, c'est une révélation fracassante. Il existerait une *Nicaragua Connexion*. Bush force le DEA à relâcher sa pression sur Seal. Or, à preuve du contraire, les sandinistes ne croquent pas de la cocaïne de Medellín. Ce cartel a déjà son homme en Amérique centrale. Et celui-ci collabore activement avec le DEA en dénonçant les concurrents d'Escobar et de Lehder. *Business is business.*

La *Nicaragua Connexion* se révèle bidon. Bientôt, certains journalistes éventent l'affaire «Supermarket». Puis, ce sera l'*Irangate*. Entre-temps, Seal, qui a des démêlés spectaculaires avec les différentes polices, a mis trop de monde en cause. Alors qu'il vient de vendre son C-123 à la CIA — l'avion sera abattu au-dessus du Nicaragua —, *El Gordo* est assassiné, le 19 février 1986, à Baton Rouge, par un commando colombien, vraisemblablement mandaté par Jorge Ochoa.

Le cas Beriman Seal est classé Sécurité-Défense.

Moins de quatre ans plus tard, les Etats-Unis débarquent à Panama sous le prétexte de capturer Manuel Noriega, qui s'est durci sur la question du canal, où

le dealer maximo

transite 5% du commerce mondial... Les *gringos* expérimentent sur les quartiers populaires les armes aux fameuses «frappes chirurgicales» qui feront merveille l'année suivante en Irak.

Six ans après le débarquement américain, le volume de drogue qui transite par le Panama a été multiplié par deux... ■

Achiles LHOM

Le Cirque d'hiver Bouglione (110, rue Amelot, 75011 Paris, M° Filles-du-Calvaire) accueillera du 30 mai au 2 juin Atlântida, festival de musiques lusophones. L'association Lusarte, qui organise cet événement, espère qu'Atlântida sera aussi pour les accros au Brésil un rendez-vous essentiel et vous invite à la contacter pour lui faire part de vos idées, de vos suggestions. Un espace forum de 600 m² recevra des stands, des expositions et des tables rondes. C'est une occasion unique pour les associations et les artistes concernés par la lusophonie de se faire connaître ou reconnaître. Les contacts avec les associations sont gérés par la Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF), dont le téléphone est le 48 34 72 67.

Belle programmation :

Jeudi 30 mai (ouverture des portes à 19 h) : Lulendo (Angola), Maio Maduro Maio (Portugal), Ghorwane (Mozambique).

Vendredi 31 mai : Kafala (Angola), Groupe (Cap-Vert), Rui Veloso (Portugal).

Samedi 1er juin : débat Europe-Afrique-Brésil-Caraïbes : Issabary (Guinée-Bissau), hommage à Liceu Vieira Dias (Angola), Titô Pâris (Cap-Vert).

Dimanche 2 juin (ouverture des portes à 15h) : débat Portugal-Afrique-Brésil, Olodum (Brésil), Kussondulola (reggae lusangolais), General D. (rap afro-portugais).

Até logo !

Quand la drogue contribue à une certaine paix sociale

Lors de la guerre du Golfe, les Etats-Unis président à la plus grande concentration militaire de tous les temps. En revanche, ils sont impuissants à mettre au pas les gangs qui terrorisent certains quartiers de Los Angeles. La France monte, en 1994, l'«opération Turquoise» au Rwanda pour exfiltrer ses agents. Mais l'Etat laisse pourrir des quartiers entiers dont l'économie s'organise autour de la drogue. A Rio, les différentes forces de l'«ordre» ne parviennent pas à éradiquer les gangs de trafiquants qui mettent en coupe réglée des dizaines de favelas. Une question se pose: et si toutes ces situations de pourrissement servaient en réalité le pouvoir?

Par Marylou BIANCA*

QUAND j'étais petite, j'entendais dire dans ma famille: *«Al Capone avait au moins cela pour lui: il organisait des soupes populaires.»* Je n'aurais jamais cru que Rio, où les narcotrafiquants font souvent office de Sécurité sociale, devienne un jour un autre Chicago. Bien sûr, nous n'en sommes pas tout à fait au niveau de la Colombie. «Nos» parrains n'ont pas l'envergure sociale d'un Pablo Escobar. Ils n'en sont pas encore à larguer des dollars en hélicoptère. Ils n'en sont pas, comme Carlos Lehder, à créer un parti politique, néonazi par ailleurs.

Au Brésil, nous n'en sommes pas là et pourtant la vie politique d'un Etat comme le Rondônia ressemble à celle de Bogotá. Dans l'Etat de Rio, le maire d'Itaguaía a été exécuté par des barons de la cocaïne. En 1994, le scandale de la zooloterie (clandestine, *jogo do bicho*), qui blanchit notamment l'argent de Calf en prenant 17% de commission, a éclaboussé une partie de l'establishment carioca. Notre carnaval est grandement financé par ces narcodollars *via* les *bicheiros*, parrains de la zooloterie. Comment une école de samba comme Salgueiro pourrait-elle trouver le 1,9 million de dollars nécessaire à son défilé carnavalesque? Les *bicheiros* pèsent annuellement deux milliards de dollars. Et ce n'est pas parce que le «capitaine» Ailton Guimarães, limogé de l'armée pour trafic d'armes au profit de narcotrafiquants et reconverti dans la gestion de la Ligue indépendante des écoles de sambas, a été écroué, dans une prison dorée d'ailleurs — on se souvient qu'Escobar avait séjourné dans une prison dont il avait lui-même dessiné les plans... — que cela signifie que l'Etat a décidé de mener une guerre implacable contre la drogue. Peut-on croire une police qui, en 1993, a laissé filer Pablo Escobar quand il séjourna à Angra dos Reis — *Veja* a parlé alors de dessous-de-table de quelque 10 millions de dollars? On se souvient du trafiquant Darcy da Silva Lima, qui, non content d'avoir versé de l'argent au député Emir Larangeira, un ancien colonel, a félicité la police de l'avoir arrêté avec bienveillance...

Des victimes precises

En février dernier, tandis que Rio fêtait le mercredi des cendres, une guerre des

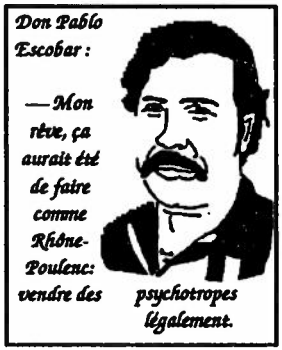
* Pour pouvoir s'exprimer plus librement, l'auteur, qui est née à Rio, a choisi un pseudonyme.

gangs faisait 14 morts dans les favelas. La dure réalité brisait l'illusion du carnaval. A Rio de Janeiro, 75% des victimes d'homicide ont entre 15 et 29 ans. 67% d'entre elles sont noires ou métisses. Les habitants de Vigário Geral ou de Parada de Lucas, par exemple, vivent depuis des années une espèce de Beyrouth au quotidien, pris en sandwich entre les tueurs de la police et les trafiquants puissamment armés. Or, un tiers des habitants de la Ville merveille vit dans ce qu'on appelle des favelas. Et n'oublions pas que dans ces «bidonvilles», où les constructions en dur sont de loin les plus nombreuses, les habitants paient souvent un loyer, parfois très cher, compte tenu de leur pouvoir d'achat. Il n'est pas rare de trouver dans ces favelas des «cols blancs» comme des instituteurs. Par conséquent, les victimes du narco-ordre ne sont pas des marginaux mais des travailleurs.

Curieuse justification idéologique...

En 1987, une maison d'édition carioca publiait, du Catalan Pedro Casals, le roman *Disparando Cocaína*, où l'auteur évoquait le trafic de cocaïne en terme de rédemption des humiliés. En résumé, les damnés de la terre se vengeraient de leurs oppresseurs du Nord en les empoisonnant. De tels raisonnements ineptes servaient à certaines têtes pensantes classées à gauche à justifier les liens avec les narcos qui unissaient ou unissent encore le M-19 colombien, Fidel Castro ou le Sentier lumineux. (Le chanteur français Renaud a repris cette thématique douteuse dans son avant-dernier CD.) Dans tout le Brésil, il n'est pas rare de voir fleurir des *tags* où le «a» de *Comando Vermelho*, un des plus terribles gangs de Rio, est entouré comme dans le symbole anarchiste. Pourtant, les membres du *Comando*, pas plus que les

gangsters Escadinha ou Meio-Quilo à leur âge d'or, ne sont des Robin des Bois modernes, ni des *cangaceiros* urbains. De même, les «peuples du Sud» demeurent bel et bien les premières victimes du trafic. Au Pérou, les paysans du haut Huallaga préféreraient cultiver le café à la coca. Les malheureux mineurs boliviens reconvertis dans cette même coca aimeraient tant se défaire des narcos et de l'armée. A Rio, bien des *favelas*, comme celle de Rocinha, qui regroupe 250000 âmes, aspirent aussi à se passer des *bicheiros* et



autres *traficantes*.

Encadrer la communauté

Les gangs déploient des moyens impressionnants pour coller à la communauté. Outre la distribution hebdomadaire et gratuite de denrées alimentaires, ils mettent sur pied des bals, funk de préférence, où ils contrôlent les jeunes éléments, qui leur serviront peut-être un jour de dealers. En trempant dans le trafic de drogue ou d'armes, un adolescent peut espérer gagner en commissions 4000F par mois, somme qu'il n'aurait jamais en travaillant honnêtement. Mais l'encadrement des gens de la communauté ne s'arrête pas là.

En 1990, le Plan Collor gèle les comptes bancaires. On assiste à une chute dans la vente de drogue — on ne paie pas sa dose avec un chèque ou une carte de crédit. Les gags cessent leurs «soupes populaires». Dans les zones Nord et Ouest,

— Nayez pas peur ! Nous ne sommes pas de la police !

ainsi que dans la Baixada Fluminense, des supermarchés sont mis à sac. Selon Ronaldo Teixeira, président de l'association des Supermarchés, ces pillages sont spontanés. Mais rapidement, ce n'est plus la nourriture qui est dérobée. On prend d'assaut l'électroménager — il faut bien s'équiper... —, les habits — ils sont tellement hors de prix au Brésil ! —, les boissons alcoolisées. On s'aperçoit rapidement que ces rapines ont changé de nature. Les pillards opèrent sous couvert de dealers armés, qui ont quadrillé dès potron-minet les abords du supermarché visé. D'une manière générale, les pillages ont été observés dans les seules zones contrôlées par les narcotrafiquants.

On s'en doute, ces derniers ne sont pas des philanthropes. Quand un gamin, qui travaille comme *avião*, déplaît à un gang ou veut raccrocher, il n'est pas rare qu'il soit exécuté ou sa famille expulsée de la favela. Celle-ci vient alors gonfler la population qui, dans des cabanes misérables, survit sous les ponts des voies rapides qui balafrent la Ville merveille.

Narcosamba

Les narcos collent également à la communauté par l'intermédiaire des *bicheiros*, qui financent les écoles de samba. Depuis l'étude de Maria Isaura Pereira de Queiroz sur le mythe et la réalité du carnaval**, on sait que la prétendue fête spontanée est loin d'exacerber les rivalités pauvres-riches, exploiteurs-exploités, Noirs-Blancs. Elle renforce au contraire une espèce de vision faussée et communautaire où les ennemis sont les autres écoles, les autres quartiers. Unifiant la communauté, *« l'école de samba,* écrit Maria Isaura, *contribue à l'apaisement des querelles et elle semble effacer ou tout au moins atténuer les rancœurs nées des clivages socio-économiques; elle constitue donc dans chaque faubourg un puissant facteur de cohésion interne »*. Les gangsters et les bourgeois qui financent notre divertissement sont nos amis. En amenant avec eux des vedettes de la chanson, du sport ou du petit écran, ils contribuent au prestige de notre école. Ainsi s'installe une promiscuité dangereuse entre travailleurs et gangsters, entre petits dealers des *morros* et une certaine jeunesse dorée. Et chaque communauté, faussement solidaire, remercie ses parrains.

Polices complices

Le célèbre journaliste Gilberto Dimenstein***, qui dénonça en 1991 l'extermination des enfants des rues, explique les innombrables bavures policières par le fait *« les forces armées s'ennuient devant l'absence de subversion interne et de*

conflits externes». Il est vrai que la police militaire — ses effectifs dans le grand Rio sont plus importants que ceux de l'armée de terre tout court—, doit justifier sa mission de gardienne de l'ordre. Mais de quel ordre s'agit-il?

Fin 1994, l'armée a investi nombre de favelas. Dans le morro do Borel, elle a même hissé le drapeau brésilien en remplacement de celui du *Comando Vermelho* (!). Au départ, la population a plutôt bien accepté cette présence qui les soulageait des gangs. Mais rapidement à force de bavures, d'exécutions sommaires, d'humiliations, tout le monde a ressenti une certaine *saudade dos traficantes*. Plutôt que de rétablir la paix, les forces de l'ordre ont institué la terreur. En octobre 1994, dans la favela Nova Brasília, la police civile s'est inventé un gang de dealers pour mieux pouvoir abattre des adolescents qui n'avaient jamais touché à la cocaïne. Autrement dit, les polices ne combattent pas les gangs mais les populations. Mieux, elles se servent de ces gangs pour les contrôler, les contenir.

Le 30 août 1993, l'ex-sergent Ivan Custódio Barbosa de Lima participa au massacre de Vigário Geral, au cours duquel 21 personnes de cette favela furent assassinées en représailles aux meurtres de 4 policiers militaires, vraisemblablement abattus par des trafiquants. Arrêté, Ivan Custódio a dénoncé une centaine de fonctionnaires des polices civile et militaire qui vendent des armes aux narcos, quand ils ne leur extorquent pas de l'argent ou de la drogue. Parmi ces braves policiers se trouvait l'ancien directeur de la Division de répression des stupéfiants. A Rio, trois dealers appréhendés sur 10 ne vont jamais en prison parce qu'ils achètent leur liberté. De même, les mouchards *(dedos-duros)* ne dénoncent pas les réseaux d'approvisionnement, mais les endroits où circule l'argent, donc où l'on peut racketter les dealers. Ainsi les policiers bouclent-ils leurs fins de mois.

La police militaire carioca est si corrompue que, au moment où Fernando Henrique s'installait au Planalto, plus de 300 de ses cadres étaient mis en examen.

Flics et voyous...

On peut lire ceci sous la plume de Gilberto Dimenstein... *«Au Mato Grosso do Sul, des adolescents soupçonnés de trafic de drogue ont été éliminés par des escadrons. La police fédérale a alors découvert que ces tueurs appartenaient à la police militaire. Rien à voir avec une opération de "nettoyage". Les "tueurs" étaient en vérité des trafiquants qui utilisaient les voitures de police pour commercialiser la drogue. Luttant pour le contrôle des secteurs, ils éliminaient ainsi leurs concurrents. A Manaus, des trafiquants ont été également trouvés assassinés, et ces crimes furent attribués à l'escadron. Jusqu'à ce que l'on découvre que ce dernier était compromis dans le trafic de drogue et profitait largement de la proximité avec la Colombie, le Pérou et la Bolivie.»*

Mais la police brésilienne n'est pas une exception... A la frontière du Pakistan et de l'Indien s'étend le désert de Thar. Il est aujourd'hui pour le Croissant d'or une véritable autoroute où circulent les drogues habituelles (héroïne, morphine, etc.) mais aussi celles de synthèse. Hsan Mujtaba écrit dans le *Newsline de Karachi* que *«les policiers et les gendarmes sont si nombreux à vouloir travailler aux postes de contrôle situés sur les principaux itinéraires de contrebande que les mutations sont littéralement vendues aux enchères.* "Même les forces de sécurité employées à la frontière de Wagah [en face du Penjab indien] rêvent d'être postées à Khipro", *confie un ancien militaire du Thar.»* ■

A QUI PROFITE LA GUERRE DES GANGS?

Les forces de l'ordre encouragent le surarmement des gangs, accessoirement pour une raison financière: les narcos paient *cash* les fusils-mitrailleurs. Ainsi, puissamment armés, les gangs s'affrontent pour accroître leur zone de commerce. Quand l'un d'eux prend le dessus et est en passe d'acquérir un quasi-monopole sur une grande aire géographique, les polices interviennent et remettre le plus faible des gangs en selle. A Rio, l'Etat brésilien adopte la même politique que les Etats-Unis en Colombie, qui appuient un cartel contre un autre et tirent leur épingle du jeu.

Il y a quelques années, on estimait le marché de la cocaïne sur Rio à 600 millions de dollars par an. Soit, *grosso modo*, le chiffre d'affaires national de la Brahma, célèbre fabrique de bière. Et tout porte à croire que, aujourd'hui, ce chiffre soit bien en deçà de la réalité. (Les banques brésiliennes ont récemment été épinglées par un congrès, au Panama, consacré au blanchiment de l'argent de la drogue.) Ainsi cette économie parallèle permet-elle de stabiliser une situation sociale intenable dans les quartiers populaires. En induisant des comportements individualistes contraires à l'esprit de solidarité de la classe ouvrière, la drogue se rélève un puissant allié de la bourgeoisie et de l'Etat. L'économie de la cocaïne favorise une quadrillage policier et un encadrement mafieux des populations.

Évidemment, le prix à payer est lourd: pour 100% des Cariocas, toutes classes confondues, c'est celui de l'insécurité. Aussi la moyenne et grande bourgeoisie s'enferme-t-elle dans des résidences surveillées, véritables camps retranchés. La masse, elle, vit à la grâce de Dieu.

Il y a quelques années, Martine Aubry**** reconnaissait, non sans cynisme, que sans la drogue, en France, bien des familles paupérisées ne pourraient survivre et on assisterait à une explosion sociale.

La porte de Saint-Denis ou la Goutte-d'Or n'ont jamais été aussi proches de Rocinha... ■

****** *Le Carnaval brésilien, le mythe et le vécu*, NRF Gallimard, Paris 244 pages, 160F, 1992.

******* *La Guerre des enfants, les mineurs assassinés*, coll. «Les enfants du fleuve», Fayard, Paris, 1991.

******** Lors d'une interview à *Synergie*, sur France Inter.

Quelques idées de lecture

Cultures mafieuses: l'exemple colombien, Philippe Burin des Roziers, Stock, col. «Au vif», Paris 1995, 400 pages, 130F.

Histoire des drogues, Jean-Louis Brau, Tchou, 1970.

Géopolitique de la drogue, La Découverte, 1995.

L'Ethique mafieuse et l'esprit du capitalisme, Pino Arlacchi, Ed. université de Grenoble, 1988.

La Suisse lave plus blanc, Jean Ziegler, Le Seuil, Paris, 1990.

La Dernière Ligne, Vinícius Vianna, éd. A-M Métailié, Paris, 1990.

A literatura alucinada : do êxtase das drogas à vertigem da loucura, Maria José de Queiroz, Editora Atheneu Cultura, 1990.

Après le dossier sur la drogue, *Maíra* enchaîne avec un spécial Hollandais au Brésil. En cette année Vermeer, à l'heure où Chirac reproche aux 1 200 coffeeshops bataves d'encourager le narcotourisme, pouvions-nous faire l'impasse sur la présence néerlandaise dans le Nordeste? Surtout que l'un de nos prochains dossiers sera consacré, trente ans après le succès d'*A Banda*, à un certain Chico Buarque... de Holanda.

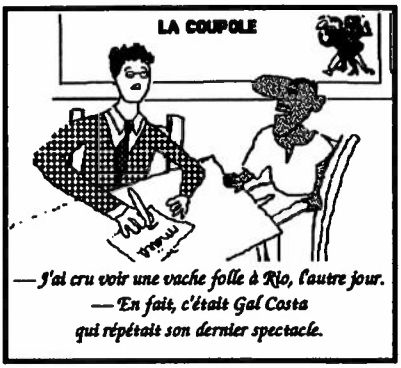
Echocot Ter

Revue multi-med

par Yves Loret

DIFFICILE de commencer cette revue de presse avec des nouvelles gaies: la réforme de la Sécurité sociale est une catastrophe, on a appris la mort du *baba-laô*, historien et photographe Pierre Verger, survenue le 11 février dernier; les sulfureuses Mamonas Assassinas ont disparu, le 2 mars, dans un accident d'avion à São Paulo; mercredi 17 avril, la police militaire a tiré sur une manifestation regroupant, près d'Eldorado de Carajás, un millier de militants du Mouvement des sans-terre. Bilan: une vingtaine de morts, plus d'une quarantaine de blessés parmi les manifestants. Joli carton! un peu mieux que celui de Corumbiara, qui ne se solda que par 10 morts — nous ne comptons pas les deux flics dessoudés, il ne fallait pas y aller...

C'est également la police militaire qui est chargée de filtrer l'arrivée des chercheurs d'or qui accourent par milliers à Serra Leste. (On se souvient de la Serra Pelada où 80 000 travailleurs avaient extrait, dans un indescriptible spectacle de fourmilière, 50 t d'or.) A Serra Leste, l'extraction du métal précieux, situé à quelque 450 m de profondeur, est impossible manuellement. Ce qui ne semble pas constituer un obstacle pour les 30 000 *garimpeiros* de l'Association des chercheurs d'or de Serra Pelada, qui sont décidés à contesté en justice la propriété du filon. Celui-ci devrait être exploité par la compagnie d'Etat Vale do Rio Doce, en cours de privatisation. Fin mars, on apprenait l'assassinat, de 3 balles dans le dos, de Mauro Martins, trésorier de ladite association. Mais gageons que la justice fera son travail.



— J'ai cru voir une vache folle à Rio, l'autre jour.
— En fait, c'était Gal Costa qui répétait son dernier spectacle.

• Nos « victimes » : Libération, Le Point, AFP, Monde diplomatique, Courrier international •

Tiens, au fait, 18 des 51 accusés du massacre de Vigário Geral ont été relâchés avant leur procès...

L'APPAT — Les Brésiliens de France ne défrayent pas souvent la chronique. Mais quand ils le font, c'est avec charme... Agée de 23 ans, Luciana, ancien mannequin à Rio, a fait en France la une de *Lui*, a décroché un rôle dans *Emmanuelle 7* — on se souvient que notre ami *capoeirista* Grande da Bahia s'était fait remarqué dans le numéro précédent... —, fait les nuits chaudes d'une émission coquine sur M6. OK, mais quand on est une pin-up qui a envie de vivre vite

Veja, Isto E, Manchete, O Globo-domingo, A Folha de São Paulo-domingo
disponibles tous les samedis à la Librairie lusophone 22, rue du Sommerard 75005 Paris • Commmande possible au 46 33 59 39.

et décidé de se reconvertir dans les braquages, il vaut mieux ne pas être trop connue. Entre novembre dernier et le 23 mars, cette *«créature de rêve»*, comme la qualifieront les policiers qui l'ont arrêtée, a tout de même commis 8 vols à main armée. Il semble que les condés se soient beaucoup distraits en collectant, pour instruire le dossier, les photos déshabillées de cette *«femme adorable»* (sic) ...
Pour demeurer dans le même registre, nous avons appris par *Veja* que Xuxa, la blonde Dorothée de la Globo, frappée du syndrome Madonna, cherchait un monsieur pour faire un enfant. Elle peut toujours nous contacter au... le numéro du fone de l'équipe est en quatrième de couv'.

ASCENSEUR POUR LES FACHOS— En tout cas, ni Luciana (légèrement métissée) ni encore moins Xuxa n'ont jamais eu de problème dans les ascenseurs. En effet, dans les belles résidences, il y a un *elevador* de service pour les sous-hommes et un normal pour les Blancs. Mais qui se ressemble s'assemble, Aldaiza Sposati, conseillère municipale du PT, et le maire de São Paulo, Paulo Maluf, sont décidés à faire respecter la Constitution. *«Désormais*, nous affirme *Veja, toute personne empêchant une employée de maison d'emprunter l'ascenseur principal* [...] *est passible d'une amende de 5900F.»* Pour l'architecte João Armentano, *«l'habitude de la ségrégation envers les employés est si profondément ancrée que je doute qu'une loi puisse y changer quelque chose»*. Comme quoi, on peut être architecte et lucide.

«BRESIL SOUS CLOCHE» — Michel Raffoul, dans le *Monde diplo* de mars dernier, a consacré un article remarquable à Alphaville, cité protégée de la pauvreté et de la violence urbaine, à 25 km de São Paulo, à laquelle elle est reliée par une navette. Si la ville tire son nom du film de J.-L. Godard, le concept est celui d'une ville sous cloche et à la campagne. En somme, du Alphonse Allais à la mode *apartheid à brasileira*. Un directeur financier, qui a la chance de l'habiter, affirme une chose extraordinaire: *«Je n'ai pas fermé la porte de ma maison depuis dix ans.»* Près de 30000 privilégiés vivent à Alphaville. Privilégiés, car il faut quand même disposer de 2 millions de francs pour s'offrir sa petite propriété... Enfin, il y a une justice. Ces exilés dorés souffrent fréquemment du manque d'eau. *«Les concepteurs n'avaient pas prévu une adduction suffisante.»*

FORÇAT DU CLAVIER — Ryoki Inoue n'avait, lui, peut-être pas prévu d'écrire autant de livres. On pense à tort que Jorge Amado est le recordman de la production brésilienne. Que nenni! Depuis qu'il a renoncé à une carrière médicale, Ryoki, qui a publié sous les pseudos de Tex Taylor, Billy Smart ou K. Luger, a produit en dix ans 1039 bouquins! Evitant soigneusement les œuvres politiquement engagées, Ryoki est capable d'écrire trois westerns par jour. Sa productivité est telle que le clavier de son micro doit être remplacé tous les cinq mois! Pour maintenir sa production, Inoue, qui écrit plusieurs romans à la fois, dispose d'une formule imparable: faire intervenir un minimum de 20 protagonistes, en tuer environ une demi-douzaine par ouvrage, et instiller au moins deux scènes romantiques, voire coquines *soft*. Remarqué pour avoir déclaré: *«A dire vrai, je n'ai même pas lu tous les livres que j'ai écrits»*, M. Inoue s'oriente désormais vers la vraie littérature. Il a juré au *Wall Street Journal* préférer *«écrire un livre en trois jours que trois en un jour.»* Paulo Coelho peut respirer...

MORT À CREDIT — Fernando Henrique peut respirer. Sa politique économique est injuste et dégueul... mais l'inflation est jugulée. Elle ne va se situer qu'entre 12% et 15%, contre les 18% prévus. Cela explique aussi l'explosion sans précédent du marché de l'électronique. Les ventes de lecteurs-CD ont augmenté de 85% en un an. En passant de 460 000 à 845 000 unités vendues, le Brésil s'est placé au 4e rang mondial de l'industrie phonographique. Une précision tout de même: le consommateur brésilien ne s'est pas soudainement enrichi. L'accès au crédit lui est tout simplement plus facile qu'auparavant.

Si le chauvinisme est toujours aussi vivace, il y a fort à parier que Sting ne vendra pas forcément beaucoup de CD au Brésil. Interrogé dans *Libé* par Serge Loupien, l'ex-leader de Police a affirme que la Rainforest Foundation marchait bien. *«Nous avons délimité un territoire de la taille de la Suisse en Amazonie que nous protégeons avec succès*, explique l'ami de Raoni. *Nous envisageons de répéter l'expérience en d'autres endroits de la forêt, et aussi à Madagascar.»* Loupien enfonce le coin: *«La presse brésilienne vous a justement pris à parti, récemment, sur l'air du "gringo idéaliste".»* Et le *Dard* de répondre: *«Comme vous le savez sûrement, les journaux brésiliens sont aux mains de la droite et des partis gouvernementaux; je ne me considère pas comme leur ami.»*

Virus Oropouche (arbovirus[1]). Transmis par la mouche des sables, le phlébotome, il n'a été identifié qu'en 1961, après avoir déclenché les symptômes de la grippe chez 11 000 habitants de Belém do Pará..

Virus de la dengue (fièvre rouge, arbo virus[1]). Transmis par un moustique, il a fait son apparition au milieu des années 70. 116 000 cas recensés en Amérique latine.

Virus Sabia (arénavirus[2]). Identifié seulement en 1990 à São Paulo. En 1994, un chercheur de Yale a été infecté. Il a survécu.

Arénavirus: nom générique qui regroupe les virus responsables d'innombrables infections des vertébrés transmissibles à l'homme.
Arbovirus: virus transmis par piqûre d'arthropode et plus spécifiquement de mouche des sables, de moustique et autres vacheries.

VINGANÇA ? — Comme l'*Homo capitaliscus* n'est pas l'ami de la forêt, certains avancent que celle-ci aurait désormais tendance à se venger. Sur France 2, une équipe d'*Envoyé spécial* s'est penchée sur les nouveaux virus qui ont touché les colons brésiliens ayant pénétré des recoins inexplorés (des Blancs) de la *selva amazônica*. Ainsi au Brésil, de Sabia en Oropouche en passant par la dengue, la nature donne l'impression de se venger. En Afrique, les virus Ebola ou le sida, propagé à la faveur de la vaccination moderne, ont surgi de la forêt aussi. Ces virus accompagnent les transformations des sociétés humaines au point que bien des scientifiques affirment que le problème n'est plus médical, virologique, mais social. L'urbanisation incon-

trôlée, la déforestation brutale, préparent le terrain à des épidémies de plus en plus virulentes. Il convient toutefois de mettre un bémol à la pandémie médiatique qui, en Afrique, a privilégié Ebola au profit de la maladie du sommeil, qu'on sait éradiquer, mais qui n'intéresse personne. Il en va de même avec le paludisme qui fait bien des ravages au Brésil et gagne de nouvelles régions. Au niveau planétaire, la malaria fait deux millions de morts par an, c'est-à-dire plus que le sida. (Mais que cela ne vous empêche pas de vous couvrir, bande d'insouciants!)

Ange noir — Le virus qui est malheureusement en train de progresser en se nourrissant de la crise économique, c'est le racisme. Aussi, contrite de remords pour le retard, *Maíra* doit-elle saluer la magnifique mise en scène qu'Alain Ollivier a offerte à la pièce de Nelson Rodrigues l'*Ange noir*. Aux lecteurs qui n'ont guère apprécié notre dossier sur le racisme au Brésil, nous proposons ces phrases dudit dramaturge: «*Je pourrais presque dire que* l'Ange noir *est né en même temps que moi. Je ne savais pas encore lire ni écrire, et j'avais déjà perçu une vérité: nous n'aimons pas les Noirs. Rien de plus limpide, de plus net, de plus manifeste, que notre racisme. Et comme le rapport entre Noirs et Blancs est humiliant! Les Blancs n'aiment pas les Noirs, et le pire c'est que les Noirs ne réagissent pas. Au lieu de haïr les Blancs, le Noir brésilien éprouve du ressentiment pour les Noirs eux-mêmes.*» Je doute que haïr les Blancs soit une solution, mais courez au théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines (☎ 30 96 99 00) pour assister les 30, 31 mai et 1er juin à l'*Ange noir*. Allez-y, vous n'en reviendrez pas. Les plus pantouflards pourront toujours acheter aux éditions Christian Bourgois le texte de la pièce, traduit par l'excellent Jacques Thiériot.

Mesrine tropical — Leonardo Pareja n'est pas vraiment un ange. Mais n'est pas foncièrement mauvais un homme qui organise une mutinerie au pénitencier d'Aparecida de Goiânia (de 200 km de Brasília), puis réussit à s'évader, avec 30 de ses camarades. Ceux-ci ont embarqué 6 otages avec eux. Classieux, Pareja est du genre à laisser 270 F de pourboire pour une bière dans un rade. Encerclé par la racaille policière, tandis qu'il dînait en compagnie d'un otage, il a exigé la présence d'un juge pour sa reddition. Sage précaution: un de ses co-évadés a été dézingué par la flicaille, qui a également cru bon d'abattre une étudiante de 23 ans qui passait par là. ■

Saluons la naissance du trimestriel ***Découverte du monde de langue portugaise.*** Au sommaire: l'enseignement du portugais en France • Les Africains lyonnais des pays lusophones, • A formação lingüística do alfabetizador • Développement soutenable au Brésil • Níveis de leitura na literatura de cordel • Sauvez la voix du peuple • Lisbonne Story • Aspects historico-culturels des relations entre la France et le Portugal • Poèmes d'Heron Moura.
Le tout servi par de belles signatures: Jean-Pierre Chavagne, Solange Parvaux, Margarida Ochoa, Catherine Dumas, Alice Maria Teixeira de Saboia, Lidia Barros, Brigitte David, Francisca Neuma Fechine Borges, Altimar Pimentel.
Prix au numéro: 30F. Adresse: Lídia Barros 21 rue Charles-Luizet 69230 Saint-Genis -Laval. **A lire absolument.**

Décret scélérat contre les terres indiennes

EVOQUÉ dans le précédent numéro, le nouveau décret concernant les terres indigènes provoque bien des tempêtes, au Brésil comme à l'étranger.

Le principe du décret, dit «contradictoire», permet à tous ceux qui se disent lésés *(prejudicados)* par la démarcation d'une réserve d'en contester ses limites. Décret scélérat, il est rétroactif, c'est-à-dire que les terres déjà démarquées mais pas encore enregistrées au service du Patrimoine de l'Union — on en dénombre 130 — peuvent également être remises en cause. De par le décret, c'est le ministre de la Justice qui décide si les contestations formulées sont recevables ou pas. Dans la mesure où Nelson Jobim, ledit ministre, a envoyé des lettres pour conseiller certains Etats, notamment celui du Pará, sur la meilleure manière de présenter ses doléances, on comprend que c'est la porte ouverte à toutes les invasions, la fin des territoires indiens du Brésil et de leurs habitants. Ainsi, les gouverneurs du Pará et du Roraima remettent-ils en cause les limites de toutes les réserves situées dans leur Etat, y compris celle des Yanomami.

Avec cette réduction programmée des superficies octroyées aux Indiens, il n'est plus question, bien évidemment, de l'extension de réserves, dont la superficie est notoirement insuffisante, comme c'est le cas des Guaranis-Kaiowás du Mato Grosso do Sul: confinés dans un espace extrêmement réduit, 211 Guaranis, surtout des jeunes, se sont suicidés ces dix dernières années.

D'ores et déjà, officiellement 142 dossiers de contestation de la part d'entreprises minières, de bois, de grands propriétaires terriens, de municipalités, d'Etats et autres entités, s'entassent sur le bureau du ministre. Officieusement, il y en aurait un millier! Incroyable mais vrai: l'Institut brésilien de l'environnement, l'Ibama, est l'organisme qui a envoyé le plus de requêtes et pour la plus grand superficie — il est vrai que l'Ibama dépend du gouvernement fédéral. Certains gouverneurs particulièrement acharnés dans leur combat contre les Indiens sont en train de créer des commissions ou même des instituts pour étudier les formes de contestation possibles des réserves de leur région. Les avocats et anthropologues disposés à y travailler recevront, selon les sources de la Funai (Fondation nationale de l'Indien), jusqu'à 120000 dollars pour leurs services. Ceci a été mis en place dans les Etats des Pará, Roraima et Amazonas.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un décret présidentiel. Fernando Henrique Cardoso doit satisfaire les intérêts des groupes économiques et politiques de droite qui ont financé sa campagne et l'ont fait élire. Par ailleurs, depuis le début de l'année, le Président commence à imposer ses réformes à l'Assemblée nationale. Ce décret lui permet de gérer les pressions des forces politiques et économiques dont il a besoin au Congrès. En d'autres termes, l'ancien gauchiste fait voter ses lois en négociant des voix au Congrès à un prix exorbitant, puisque des êtres humains, des Indiens, à travers leurs droits, servent de monnaie d'échange.

Toutefois, de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) à la Société brésilienne pour le progrès de la science (SBPC) en passant par le Mouvement des sans-terres ou la CUT, nombreuses sont les réactions contre ce décret. L'Organisation des avocats du Brésil (OAB) a déposé un recours pour inconstitutionnalité.

Márcio Santilli, le président de la Funai, confronté à des tensions au sein de l'organisme et incapable de

juguler ces critiques, a dû démissionner le 8 mars dernier. Quelques jours plus tard, l'avocat Júlio Gaiger, coauteur du nouveau décret, l'a remplacé. Il fallait bien le remercier de son appui sans faille au ministre de la Justice et au gouvernement! Et ce n'est jamais que le troisième président de la Funai en un an de présidence de Fernando Henrique.

Par ailleurs, les organisations indigènes font jouer tous leurs contacts à l'extérieur et se mobilisent. Ainsi, 300 Indiens de 79 tribus venus de tout le Brésil ont manifesté devant le Congrès à Brasília, du 26 au 30 mars dernier.

Malgré tout, il faut reconnaître que la majorité des Brésiliens, intoxiqués par des médias qui utilisent l'argument éculé selon lequel il y aurait trop de terres pour si peu d'Indiens, véritables freins au développement économique du pays, ne comprennent pas les enjeux de ce nouveau décret.

Enfin, des protestations énergiques émanent également de l'étranger. Survival International a lancé une campagne de pressions auprès des bailleurs de fonds (Banque mondiale, gouvernements britannique et allemand), tandis qu'Amnesty International a distribué à Londres une note très ferme qui a choqué le gouvernement brésilien. Mais ce qui a le plus énervé celui-ci fut une résolution extrêmement dure du Parlement européen du 19 février dernier critiquant longuement l'action du Brésil à l'égard des Indiens, appuyant toutes les initiatives en cours tendant à obtenir la révision du décret et recommandant la suspension des financements destinés au Brésil.

Nelson Jobim a réagi en déclarant dans la presse brésilienne que le Parlement européen ferait mieux de résoudre le problème de la Bosnie! Mais finalement il a dû se résoudre à venir en Europe pour calmer les esprits avant le voyage de Cardoso. Arrivé le 22 mars à Genève, où il a participé aux travaux de la commission des droits de l'homme de l'Onu, il apportait un matériel conséquent et sophistiqué — diaporama avec transparent, etc. — pour présenter et justifier la nouvelle politique indigéniste. Et il a même dû condescendre à rencontrer pendant trois heures les ONG, à aller s'expliquer au Parlement européen, à faire de même en Allemagne face au Parti vert et au gouvernement de ce pays, qui finance de nombreux projets en Amazonie.

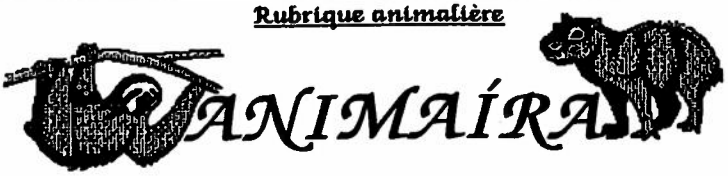
Les enjeux représentés par ce décret sont réellement vitaux pour le futur de l'Amazonie de ses habitants et il est par conséquent important de multiplier les pressions pour obtenir sa révocation. Alors, de nouveau, *Maíra* sollicite ses lecteurs: envoyez lettres ou fax au président de la République et au ministre de la Justice. ■

Janine VIDAL

• Presidente Fernando Henrique Cardoso, Palácio do Planalto, 3º andar 70160-900 Brasília, DF, fax: (61) 266 75 66.

• Ministro Nelson Jobim, Esplanada dos Ministérios, Bl. T 70064-900 Br/ fax : (61) 224 24 48.

Maíra a le plaisir de vous annoncer que la compagnie **A fleur de peau** a remporté le **1er prix du 5e Concours international pour chorégraphes** de Groningen, aux Pays-Bas, pour leur chorégraphie de «Quelques Réflexions», version courte du spectacle que la compagnie, dirigée par Michael Bugdahn et Denise Namura, créera pour la Biennale de la danse de Lyon, en septembre prochain.
Ceux qui seront à Lausanne du 11 au 13 juillet pourront applaudir **«Pendant que j'y pense»**, en avant-première au Festival de la cité.
Contact: 52, rue d'Avon 75020 Paris, ☎ 43 72 02 87 — fax : 42 40 31 93.



Les zoos : un mal nécessaire

Puisque ce numéro a évoqué les écoles de samba, le narcotrafic et les *bicheiros*, comment la rubrique «Animaíra» pouvait-elle passer à côté de la question parfois douloureuse des zoos, surtout que la Banque mondiale entend équiper les 40 000 animaux en captivité dans les 96 zoos du Brésil de bips antitrafic, ce qui devrait empêcher la vente illégale de zoo à zoo (européen) ?

Il y a quelques semaines, Marie-Claude Bomsel, vétérinaire à la ménagerie du Jardin des Plantes, déclarait à *Libération*: «*Tout le monde est contre les zoos. Y compris ceux qui sont dedans!*» Et pourtant, elle sait mieux que personne que la plupart des zoos ne sont plus les abominables prisons d'antan mais des laboratoires de conservation des espèces. En est-il ainsi au Brésil?

Par Herbie CHNOY

LA dernière fois que j'ai visité un zoo brésilien, c'était un 12 octobre, jour national de l'enfant *(Dia da Criança)*, à Salvador. Ce jour-là, les prolos et leurs enfants envahissent ce zoo, situé près de la résidence du gouverneur, pour la simple et bonne raison que l'entrée en est gratuite, férié oblige. Les enfants sont émerveillés par ces animaux qui ne sont même pas toujours brésiliens. Aucune trace de paresseux, de lamantins, de *cães-do-mato*, de loutres. Et pas davantage d'éléphant, ni de rhinocéros. Qu'importe, les gamins enfilent imprudemment leurs doigts dans les cages des perroquets, s'électrisent devant les facéties des chimpanzés, poussent des cris d'orfraie en apercevant les anacondas.

Le zoo de Salvador est un peu à l'image des familles qui le fréquentent ce jour-là: il est pauvre. Le sort de ces animaux en prison semble autant préoccuper les mafieux des palais de la République que celui des déshérités d'Alagados, la plus grande favela locale.

Aujourd'hui, le Brésil compte environ 96 zoos, dont beaucoup ne sont que des vitrines à animaux. Comme dans d'autres pays, les premiers zoos sont nés au Brésil de dons des particuliers ou des faillites de cirques. En 1847, New York fonde son premier parc zoologique. Belém l'Amazonienne enchaîne, en 1882, avec le Museu Emílio Goeldi. Deux ans plus tard, Rio, la capitale, s'offre son parc d'acclimatation. Rapidement les difficultés financières s'accumulent. Vers 1889, le baron de Drummond et le Mexicain Zevada Ximenez ont l'idée de lancer une loterie pour sauver le zoo. A chaque animal correspond un numéro — le taux d'analphabétisme est énorme alors. La loterie connaît le succès que nul n'ignore, notamment depuis son interdiction en 1946 et sa récupération par la mafia.

De son côté, São Paulo, la grande capitale industrielle née du café, ouvre les portes et ferme les cages en 1888 du Jardim da Aclimatação et du Zoológico de Vila Maria (qui existe toujours). Pour acquérir un vrai zoo moderne,

c'est-à-dire un parc destiné à être avant tout un centre de recherche, l'Etat locomotive du Brésil devra attendre 1958. Il ouvre alors, à Água Funda la Fundação Parque Zoológico de São Paulo. De nos jours, la région de São Paulo compte 41 zoos, l'Etat de Minas Gerais 9, ceux de Rio de Janeiro et du Rio Grande do Sul 4, et le Paraná 3. C'est beaucoup et c'est bien peu...

Si l'on en croit Lázaro Ronaldo Puglia, vétérinaire du Parque de Quinzinho de Barros, à Sorocaba (São Paulo), toutes les dix minutes, une espèce animale disparaît de la planète. Ce qui signifie que d'ici l'an 2000 20 % des espèces que l'homme a pu identifier n'existeront plus. (D'autre part, un tiers des aires cultivées tant bien que mal par les hommes seront perdues à cause de la salinisation, de la désertification ou de l'érosion.) L'impayable Brésil n'a su conserver que 4% de sa sublime forêt atlantique *(mata atlântica)*. Environ 65 km² d'Amazonie disparaissent en fumée par jour! Chaque année, quelque 12 millions d'animaux sauvages sont victimes de la contrebande — et les contrebandiers sont moins à blâmer que leurs clients. (Rappelons que 90% des animaux n'arrivent jamais à leur destinataire états-unien ou européen.) Si l'on voulait préserver la faune brésilienne, avance Lázaro Ronaldo Puglia, il faudrait créer des réserves représentant au moins 10% du territoire national, soit une superficie deux fois supérieure à celle attribuée aujourd'hui — et dans quelles conditions, puisque bien des réserves sont envahies par des colons...

Il faudrait aussi plus de zoos et plus d'argent. Plus de zoos modernes, car, ne l'oublions pas, c'est grâce à des parcs zoologiques que, par exemple, le cheval de Prjewalski a été sauvé, que l'anoa des Célèbes et le pudu du Chili ont une chance de voir le III[e] millénaire. Au Brésil, la priorité devrait être accordée, selon le même Lázaro Ronaldo Puglia, à la faune du serrado, à celle du Pantanal, et bien sûr, à celle d'Amazonie.

Un des animaux symboliques de cette lutte pour la préservation a été et demeure le *mico-leão dourado*, le tamarin lion doré, l'un des plus petits primates de la planète. Grâce au Musée national de Washington et au zoo de La Palmyre, près de Royan, le projet de préservation du *mico-leão dourado* a connu quelques succès dans la Reserva Ecológica de Poço das Antas (Etat de Rio). Quant au zoo de São Paulo, il possède, depuis 1986, 18 *mico-leões* placés sous la garde bienveillante de Faiçal Simon.

A Belém, le Goeldi n'est pas en reste, qui conserve 600 espèces animales et 800 végétales. 90% des œufs que pondent les tortues

Soleil vert

— Dis-moi, dans les zoos brésiliens, on nourrit les animaux avec des carcasses de mouton ?

Intelligence artificielle

En septembre 1993, les prétendus accords de paix israélo-palestiniens sont imposés par Washington. On pense alors à un rapprochement amical des pays arabes avec l'Etat hébreu. Dans je ne sais plus quel zoo d'une monarchie du Golfe se trouve un monsieur léopard qui aimerait bien satisfaire sa libido. La seule «léoparde» disponible dans les pays voisins vit au zoo de Tel-Aviv, qui est prêt à la céder à son homologue arabe. Mais, après avis des autorités religieuses compétentes de ladite monarchie, il est établi qu'un bon léopard musulman ne peut procréer avec une panthère sioniste. Dieu est grand !

ici élevées servent à repeupler les fleuves amazoniens. Malheureusement, les couples de lamantins *(peixes-bois)* manquent d'espace pour pouvoir batifoler et se reproduire...

Ainsi peut-on se féliciter que la plupart des zoos brésiliens *moderne* possèdent leur banque génétique, leur centre de recherche sur la biologie et l'éthologie, auquel est attaché un personnel formé à la sauvegarde des espèces, la dissémination desdites, l'étude et la protection des routes de migrations. Mais tout cela demeure insuffisant: les zoos continuent à obéir à une logique capitaliste. Ce sont des supermarchés, des Disneyland où le spectaculaire prime sur l'utilitaire. En résumé, plus une espèce est laide et réputée nuisible et moins elle suscite l'étude. De plus, à chaque changement de municipalité, le personnel, victime du clientélisme politique, tourne ou est démissionné... En général, seuls restent à «temps complet» un vétérinaire et un biologiste. Que peuvent-ils devant l'ampleur de la tâche?

Bien entendu, certains avanceront que le Brésil, comme le reste de la planète, connaît des problèmes sociaux épouvantables. La préservation des animaux sauvages n'est donc pas une priorité. Il faudrait pourtant être naïf pour croire qu'un seul *centavo* volé à la cause animale puisse aller dans la poche des *nécessiteux*, fussent-ils des enfants des rues. L'Etat brésilien trouvera toujours de l'argent pour entretenir ses forces armées, pour payer leurs lignes de coke aux députés et sénateurs, ou pour éponger, avec l'argent des contribuables, les dettes des grandes banques.

Les zoos ont intérêt à bien faire leur boulot, car, de Tchernobyl en vaches folles, de déforestation en désertification, ils seront peut-être les seuls endroits où survivront les merveilles animales peuplant encore notre planète. Si cette catastrophe devait se produire, il y a fort à parier que les enfants ne souriraient plus de la même façon, y compris au zoo de Salvador, un 12 octobre... ☹

Le surintendant de l'institut de l'Environnement (Ibama), Francisco Palhares, annonça le 30 mars dernier qu'un *bip* ou *chip* de 1 mm de diamètre et de 1 cm de longeur serait placé sous la peau de chaque animal *détenu* dans les 96 zoos nationaux afin d'empêcher le trafic vers d'autres cieux. Il ajouta: *«Nous tenterons d'implanter ce bip sur les animaux en liberté et notamment sur ceux en voie de disparition tels que le ara bleu, dont le prix peut atteindre 60 000 dollars en Europe.»* Il est vrai que l'Ancien Monde recherche les animaux les plus rares, donc les plus menacés...
On est fondés à douter du succès de cette entreprise, qui coûtera 600 000 dollars. Elle est en effet financée par la très mafieuse Banque mondiale...

Tous les mois, l'équipe d'*Infos Brésil* vous offre ses rubriques cinéma, littérature, arts, télévision, musique. En plus de toute l'actualité brésilienne en France (conférences, débats, revues, etc.), *Infos Brésil,* qui propose désormais une «photo du mois», rencontre pour vous les personnalités du moment et *Chrono-Brésil,* son supplément actualité, dissèque au jour le jour les évènements les plus importants.
Alors qu'attendez-vous pour vous abonner ?
Infos Brésil 120 F
Infos Brésil + *Chrono-Brésil* 170 F
Libellez votre chèque à l'ordre de BRAISE.
Infos Brésil : 19 bis, rue Barbès 94200 Ivry-sur-Seine.
✆ 48 44 06 59

Maíra, en vente libre dans tous les bons bookshops

Au début du XVI^{e} siècle, pirates dieppois et marins normands, en quête de bois de braise, avaient pris l'habitude de débarquer sur les rivages du Brésil de jeunes Français. Ces *maïrs* ou *maira,* comme les appelaient les Tupis, devaient leur servir d'interprètes pour leurs prochaines escales. Les relations maritimes étant, à l'époque, quelque peu précaires, ces jeunes à la barbe rousse ne tardaient pas à s'ensauvager, notamment au contact des Amérindiennes au corps dénudé...

ABONNEMENT : 50 F

Libellez votre chèque à l'ordre de:
Maira
4, sentier des Joncs 94230 Cachan
tél. : 46 65 19 83